MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

Quarante-sixième séance – Mardi 10 avril 2001, à 17 h

Présidence de M. Bernard Paillard, président

La séance est ouverte à 17 h dans la salle du Grand Conseil.

Font excuser leur absence: *M^{me} Marie-Thérèse Bovier, MM. Philippe Cottier, Sacha Ding, M^{me} Fatiha Eberle, M. Jean-Marie Hainaut, M^{mes} Liliane Johner, Isabel Nerny, M. Peter Pirkl et M^{me} Evelyne Strubin.*

Assistent à la séance: *M. Alain Vaissade, maire, M. Manuel Tornare, vice-président, MM. André Hediger, Christian Ferrazino et Pierre Muller, conseillers administratifs.*

CONVOCATION

Par lettre du 29 mars 2001, le Conseil municipal est convoqué dans la salle du Grand Conseil pour mardi 10 avril et mercredi 11 avril 2001, à 17 h et 20 h 30.

1. Communications du Conseil administratif.

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. Monsieur le président, Mesdames et Messieurs, M. Juon n'est pas là, mais je considère que son interpellation I-3 du 8 décembre 1999, qui s'intitulait «Plantons un arbre en l'honneur de la présidente de la Confédération, Ruth Dreifuss», a été entendue, puisqu'un arbre a été planté en l'honneur de cette dernière, derrière le Monument Brunswick, en avril 2000. Monsieur Muller, je vous rassure, il n'y aura pas d'arbre planté pour M. Leuenberger, en tout cas pas par moi.

La deuxième communication concerne la modification du règlement relatif aux aides financières du Service social de la Ville de Genève. Pour répondre à la volonté politique du Conseil municipal – vous vous souvenez des discussions qui ont eu lieu à ce sujet lors des séances d'examen du budget du 16 décembre 2000 – j'ai proposé différentes modifications du règlement relatif aux aides financières du Service social, modifications qui ont été approuvées par le Conseil administratif, que je remercie. Ces modifications feront l'objet d'une conférence de presse le 27 avril prochain. Chaque membre du Conseil municipal recevra une information circonstanciée. Aujourd'hui, je dirai simplement que les nouvelles dispositions ont pour but d'accroître l'aide financière de la Ville de Genève en faveur des personnes à revenu modeste et plus particulièrement des familles monoparentales. Ces modifications entrent en vigueur avec effet rétroactif le 1^{er} avril 2001. Les principales nouveautés sont les suivantes: suppression du délai de séjour de deux ans pour obtenir l'aide de la Ville, que j'avais déjà annoncée le 16 décembre 2000; indexation de 10% du revenu déterminant donnant droit à une aide – celui-ci n'avait plus été indexé depuis 1992; soutien particulier aux familles monoparentales de 200 francs par mois, plus 100 francs par enfant.

L'impact financier de toutes ces mesures est difficilement chiffrable, mais, rassurez-vous, nous avons quand même fait des projections. Compte tenu du budget à disposition, nous consacrerons 2,4 millions de francs pour les allocations sociales, ce qui confirme notre volonté de soutenir réellement les familles dans le besoin. C'était aussi votre volonté, exprimée, je le rappelle pour la deuxième fois, le 16 décembre 2000.

Voilà ce que je tenais à vous dire, Mesdames et Messieurs. Une vaste campagne d'information sera évidemment faite dans les prochaines semaines. J'ai déjà donné cette information à la commission sociale et de la jeunesse du Conseil municipal, mais je tenais à en informer le plénum.

Le président. J'aimerais, avant de passer au point suivant, saluer à la tribune la présence de notre ancien collègue Antonio Soragni. (*Applaudissements.*)

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

Le président. J'ai deux communications à vous faire. La première consiste à vous signaler qu'une fontaine à eau est dorénavant à votre disposition à la salle des pas perdus, à côté de la porte de la salle Adhémar-Fabri.

La deuxième communication consiste à vous donner lecture de la lettre de démission de M. Philippe Cottier. Madame Ecuyer, veuillez, je vous prie, procéder à la lecture de cette lettre.

Lecture de la lettre:

Genève, le 2 avril 2001

Monsieur le président,

Comme j'ai eu l'occasion de vous en faire part lors de notre dernière rencontre, je suis au regret de vous annoncer ma démission de ma charge de conseiller municipal en raison de récents développements professionnels qui m'amènent à consacrer toute mon énergie dans ce domaine.

Je voudrais saisir cette occasion pour vous dire combien j'ai été heureux de pouvoir apporter mon humble contribution à la vie politique de notre commune.

La vie nous impose malheureusement des choix qui sont souvent bien difficiles à faire.

Vous souhaitant plein succès pour la suite de votre mandat, je vous prie de croire, Monsieur le président, à l'expression de ma parfaite considération.

Philippe Cottier

3. Présentation de la liste des jurés des tribunaux pour l'année 2002.

Le président. Nous traiterons ce point à la séance de 20 h 30, pour laisser le temps aux conseillers municipaux de consulter la liste des jurés. J'invite donc les conseillers municipaux qui le désirent à venir consulter la liste auprès de M. Hediger pendant cette séance.

M. André Hediger, conseiller administratif. A la demande du Conseil d'Etat, du Département de justice et police et des transports, vu la loi, nous avons préparé la liste de 1015 jurés, choisis parmi les citoyens et citoyennes de notre commune, âgés de 25 à 60 ans. Le choix porte cette année sur les lettres A à D. Comme l'a dit votre président, Mesdames, Messieurs, les listes sont là. Elles sont à votre disposition si vous voulez vérifier si vous y figurez, au cas où votre nom commence par les lettres A, B, C ou D.

Le président. Je vous remercie, Monsieur Hediger. Nous traiterons donc de l'arrêté proprement dit à 20 h 30.

4. Prestation de serment de M^{me} Annina Pfund, remplaçant M^{me} Diana de la Rosa, conseillère municipale démissionnaire.

M^{me} Annina Pfund est assermentée.

5. Motion de M. Jean-Pierre Lyon: «Pour l'étude des futurs budgets par les commissions spécialisées» (M-140)¹.

PROJET DE MOTION

Considérant que la nouvelle méthode d'étude du budget proposée le 12 septembre 2000 ne va pas dans le sens véritable de la transparence,

Le Conseil municipal demande:

1. de supprimer le rapporteur général de la commission des finances, celui-ci étant considéré comme un contrôleur des commissions spécialisées;
2. que le budget du département de M. Pierre Muller soit renvoyé à la commission des finances, qui fournira un rapport final sur ce département, et à la commission de l'informatique et de la communication, qui rédigera un rapport concernant les cinq départements;

¹ Annoncée, 2543.

Motion: étude des futurs budgets

3. que le budget du département de M. Christian Ferrazino soit renvoyé à la commission de l'aménagement et de l'environnement et à la commission des travaux, qui rendront un rapport final sur ce département;
4. que le budget du département de M. Alain Vaissade soit renvoyé à la commission des arts et de la culture, qui rédigera un rapport final sur ce département;
5. que le budget du département de M. André Hediger soit renvoyé à la commission des sports et de la sécurité, qui fournira un rapport final sur ce département;
6. que le budget du département de M. Manuel Tornare soit renvoyé à la commission sociale et de la jeunesse, qui rédigera un rapport final sur ce département;
7. les six rapports sur les départements et le rapport de la commission de l'informatique et de la communication seront transmis au Conseil municipal pour les séances plénières de décembre consacrées au vote final du budget. En conclusion, l'ensemble des départements sera étudié équitablement entre les commissions spécialisées.

M. Jean-Pierre Lyon (AdG/SI). Mesdames, Messieurs les conseillers municipaux, suite à la nouvelle procédure concernant l'étude du budget, adoptée au mois de septembre 2000, et au renvoi du budget dans les différentes commissions spécialisées, il n'y a pas eu de véritable discussion à ce sujet. Pourtant, le fait que tous les rapports de ces commissions spécialisées devaient être renvoyés à la commission des finances qui, elle, procédait aux auditions, alors que ces mêmes commissions spécialisées, concernées par des points très précis, n'avaient pas la possibilité d'auditionner les magistrats, a posé certains problèmes. Il y a eu une série de remarques dans les trois commissions dont je fais partie, où beaucoup se demandaient à quoi cela servait d'étudier le budget s'il fallait écrire pour poser des questions et attendre une réponse. C'est vrai qu'en discutant avec plusieurs collègues, on s'est dit qu'il fallait parler de ce problème.

J'ai déposé cette motion il y a déjà de nombreuses semaines pour qu'en septembre de cette année on ne soit pas une fois de plus tributaires d'une décision qui ne nous permet pas d'étudier comme il se doit le budget en commissions. Il ne faut pas oublier, Mesdames, Messieurs, qu'il y a 65 personnes dans cette salle qui siègent dans les différentes commissions et qui n'ont pas eu la possibilité d'avoir un dialogue avec les conseillers administratifs. Je ne prends qu'un exemple: en ce qui concerne le département de M. Tornare, qui traite notamment du domaine social, des écoles, de la jeunesse, etc., un dialogue doit pouvoir s'établir avec les différentes commissions. Eh bien non, il fallait poser une question par écrit et attendre qu'on nous réponde.

J'étais président de la commission des sports et de la sécurité, qui concerne le département chargé du Service d'incendie et de secours, des différents terrains de sport, de la Protection civile, dont tout le monde dit qu'elle va disparaître ou être réorganisée. Nous nous sommes retrouvés, à la commission, en train d'écrire deux pages de questions! Bon nombre de mes collègues de cette commission, sans être du même parti, m'ont dit: «Moi, je ne pose pas de questions, je les poserai à la mi-décembre, lors des séances plénières.» Je peux vous dire que nous aurions pu avoir des séances d'examen du budget qui auraient duré des jours et des jours au lieu d'un seul, parce qu'une vengeance se profilait à l'horizon.

Je sais que nous avons toujours travaillé de la façon suivante depuis 1950. La commission des finances gère le budget et les autres commissions s'occupent des différents départements. Cependant, qu'en est-il lorsque le rapport d'une de ces commissions arrive à la commission des finances? Pour ma part, j'ai fait partie de cette commission pendant douze ans, et sa manière de procéder sur ce point précis m'a toujours surpris. La commission des finances reprend les amendements de la commission spécialisée et les refuse ou les accepte. Je me demande alors pourquoi les commissions des différents départements étudient le budget.

Si nous ne changeons pas totalement et fondamentalement le système d'étude du budget au niveau des commissions, je vous avertis qu'au mois de septembre je me battrais pour que nous renvoyions le budget uniquement à la commission des finances, puisque les commissions des différents départements ne servent à rien du tout. Alors, soit on se dit qu'on change complètement la méthode et on met toutes les commissions à égalité – la motion que j'ai déposée va exactement dans le sens d'une égalité entre celles-ci – et il y aura un véritable débat sur certains points, tandis que le contact avec l'exécutif redonnera un petit peu de vigueur au Conseil municipal, soit on ne change rien. Si on reprend ce qu'on a fait l'année passée entre septembre et décembre, alors cela ne sert absolument à rien de discuter et on continuera dans le même sens, comme on l'a fait depuis les années 50.

Préconsultation

M. Jean-Pascal Perler (Ve). Nous connaissons tous les coups de gueule de M. Lyon et, parfois, lorsqu'il s'exprime, un certain brouhaha s'amplifie dans cette salle, et plus personne n'écoute. A la fin de 1999 et au début de 2000, la commission des finances avait mandaté une sous-commission pour essayer de trouver des pistes pour une étude plus favorable du budget et des comptes. Lors de cette étude, deux objectifs importants avaient été fixés. Le premier était d'éviter la

Motion: étude des futurs budgets

double audition des magistrats, pour ne pas avoir à faire déplacer tous les services deux fois. Le deuxième était de garder le rapporteur général, ce que M. Lyon, dans sa motion, propose purement et durement de supprimer – et, cela, les Verts ne pourront pas l'accepter.

Je crois que l'abcès n'a pas été vraiment percé; il y a eu des petites histoires internes entre les différentes commissions. Pour ma part, j'estime que les commissaires des commissions spécialisées ont besoin de pouvoir rencontrer le personnel administratif et, lors de l'étude du budget, c'est effectivement le seul moment où ils puissent le faire. Je pense donc qu'il ne faut pas que la commission des finances, *a contrario* de la motion de M. Lyon, s'approprie totalement l'étude du budget.

C'est pour cette raison que je ne veux pas aller plus loin. Les Verts acceptent le renvoi de la motion à la commission des finances, afin de pouvoir réexaminer la procédure d'étude des comptes et du budget en auditionnant, je pense, plusieurs représentants des différentes commissions pour essayer de trouver une sorte de méthode qui pourrait être optimale pour l'étude de ces objets.

M. Sami Kanaan (S). Je partage l'analyse générale du préopinant du groupe des Verts, mais pas forcément sa conclusion formelle. La procédure telle qu'elle a été mise en place l'année passée mérite effectivement d'être rediscutée, si possible avant d'entamer le débat sur le budget. Cette motion ne nous convient pas, dans la mesure où il faut un rapport général qui noue en quelque sorte la gerbe des travaux des commissions spécialisées si elles sont impliquées. Si nous rediscutons la procédure du budget, ce n'est pas forcément la commission des finances qui doit le faire, précisément parce que certains seront juges et parties. Je dirai que la procédure d'étude du budget est une affaire qui relève plus des us et coutumes du Conseil municipal que du règlement. Par conséquent, c'est via le bureau du Conseil municipal et les chefs de groupe que doit se négocier une éventuelle révision de la procédure adoptée l'année passée. Il ne faut pas forcément encombrer la commission des finances, qui sera déjà très occupée ces prochains temps avec les comptes et d'autres objets. Par conséquent, pour ne pas perdre de temps, nous refuserons l'entrée en matière sur cette motion.

M. Robert Pattaroni (DC). Nous allons aussi renvoyer cette motion à la commission des finances. Nous remercions M. Lyon d'avoir apporté sa contribution au sujet.

Au titre de remarques préalables, je dirai premièrement qu'il ne nous paraît pas judicieux de supprimer le rôle de rapporteur général, précisément dans

l'esprit d'avoir une vue synthétique; les considérations générales doivent bien être exprimées par quelqu'un et, à partir d'un point de vue de commission, on ne peut pas analyser de la même façon.

Ensuite, en ce qui concerne le département de l'aménagement, des constructions et de la voirie, nous comprenons qu'on puisse vouloir renvoyer le budget de celui-ci à deux commissions, mais, là, c'est un des points que nous devons examiner sérieusement en commission, parce que nous savons aussi que la démultiplication des renvois génère des difficultés. Finalement, quand on croit bien faire en allant dans la direction d'une répartition, on se rend compte qu'il peut y avoir soit superposition, soit dilution dans la responsabilité et l'analyse.

M^{me} Michèle Ducret (R). S'il y a une qualité qu'on peut accorder à M. Lyon, c'est celle de la persévérance, parce que c'est vrai qu'il a toujours été contre la nouvelle façon de gérer l'examen du budget dans les commissions.

En ce qui nous concerne, nous avons approuvé le travail qui avait été effectué en sous-commission et nous continuons de l'approuver. Nous ne sommes donc *a priori* pas en faveur de la motion de M. Lyon, mais nous sommes tout de même d'accord d'en discuter à la commission des finances, s'il vous plaît.

M. Jean-Pierre Lyon (AdG/SI). Mesdames, Messieurs les conseillers municipaux, je savais déjà le type de réponse que j'aurais, et, comme je l'ai dit en préambule, cela fait depuis 1950 qu'on a toujours travaillé de la façon que j'ai expliquée et on ne changera rien. J'avais donc entièrement raison.

J'aimerais dire que l'argument selon lequel le système que je propose fera que les magistrats seront auditionnés deux fois ne tient pas debout. Les magistrats auront leur commission, qui travaillera toute l'année avec eux, il n'y aura donc qu'une seule audition. Il faut savoir un petit peu lire.

Monsieur le président, je m'oppose totalement à la proposition de renvoyer ma motion à la commission des finances. En effet, quand on voit l'ordre du jour d'aujourd'hui et le nombre d'objets qui seront renvoyés à cette commission, dont les comptes, je peux vous dire que ma motion ne sera pas abordée avant la fin de juin, même le début de septembre. Lorsque le projet de budget nous sera présenté à la première séance de septembre, quand je demanderai où en sont les travaux sur la procédure d'étude du budget, on me répondra qu'on n'a pas fini de l'examiner.

J'estime qu'il faut une certaine neutralité et je propose que ce soit la commission du règlement qui soit chargée de l'étude de ce problème. Elle auditionnera les chefs de groupe et, s'il le faut, des représentants de la commission des

finances qui souhaiteraient être auditionnés. Je trouve normal que ce soit cette commission, présidée par M. Paillard, qui examine la question, puisque c'est lui, en tant que président du Conseil municipal, qui est chargé de mener les débats lors des séances dévolues à l'examen du budget département par département en décembre. Si l'on renvoie la présente motion à la commission des finances, je vous préviens tout de suite que ce seront les mêmes personnes qui l'examineront que celles qui ont fait le fameux rapport l'année passée – l'Alliance de gauche n'était pas représentée dans ce groupe de travail – sur les différentes propositions concernant la procédure d'étude du budget et qui, finalement, ont accepté la plus mauvaise. Pour ma part, je ne suis donc pas du tout d'accord avec cette proposition de renvoi. Si M. Pattaroni, qui a toujours été, au niveau des études, assez concret, propose de renvoyer cela à la commission des finances, alors il n'y a même pas besoin de voter ma motion M-140. J'attends la rentrée de septembre, lorsqu'on discutera du renvoi du budget dans les différentes commissions. Alors, Monsieur le président, je propose que ma motion soit renvoyée à la commission du règlement, sinon on peut tout arrêter.

M. Jean-Pierre Oberholzer (L). Le groupe libéral, dans un premier temps, avait pensé refuser cette motion. Finalement, conscients qu'il y a peut-être un certain malaise suite à la précédente étude du budget, nous avons décidé d'entrer en matière et de renvoyer son étude, vraisemblablement – nous nous rallions aux arguments précédemment développés par M. Lyon – à la commission du règlement, partant effectivement du principe que nous ne pouvons pas être juges et parties. Comme c'est visiblement une espèce de suprématie que certains veulent prêter à la commission des finances, tout au moins à son rapporteur général, nous pensons que la commission du règlement sera effectivement plus propre à apaiser les esprits à ce sujet.

Maintenant, pour revenir sur la précédente procédure d'étude et la proposition du groupe socialiste à ce sujet, j'aimerais rappeler que c'est déjà le bureau et les chefs de groupe qui ont fait l'étude, suite à la mise en place de la sous-commission désignée au sein de la commission des finances. Ne recommençons donc pas les mêmes erreurs, soit refusons cette motion, soit, si nous décidons d'aplanir et d'apaiser les choses, renvoyons cet objet à la commission du règlement, qui pourra, en toute sérénité, revenir nous présenter un projet d'étude du budget.

M. Alain Comte (AdG/TP). Je crois qu'avec ces études successives sur la procédure d'examen du budget, plus on change les méthodes, moins le résultat est probant, puisque les débats durent toujours aussi longtemps au sein du plénum lors du vote du budget par le Conseil municipal. Pour notre part, nous

proposons également de renvoyer cette motion à la commission du règlement pour étude.

Le président. Apparemment la parole n'est plus demandée. Nous avons trois propositions. Pour autant que j'aie bien compris, Monsieur Kanaan, avez-vous fait de manière formelle la proposition de renvoi au bureau et aux chefs de groupe?

M. Sami Kanaan (S). Je ne savais pas si c'était possible, donc je demandais au bureau de s'occuper de la question, mais indépendamment de cette motion. Si vous me dites que c'est possible de la renvoyer au bureau, soit, dans un esprit de compromis, nous pouvons le faire.

Le président. Nous avons donc trois propositions de renvoi: à la commission du règlement, à la commission des finances et au bureau ainsi qu'aux chefs de groupe. Nous allons tout d'abord voter la prise en considération et ensuite le destin de cet objet.

Mise aux voix, la prise en considération de la motion est acceptée à la majorité (quelques oppositions et 1 abstention).

Le président. Il reste à savoir où vous souhaitez que le texte soit étudié. Je vais donc faire voter chacune des trois propositions, puisqu'il n'est pas impossible, d'après le règlement, que vous renvoyiez cet objet à l'étude de deux commissions.

Mis aux voix, le renvoi de la motion à la commission du règlement est accepté à la majorité (quelques oppositions et abstentions).

Mis aux voix, le renvoi de la motion à la commission des finances est refusé à la majorité (quelques abstentions).

Mis aux voix, le renvoi de la motion au bureau du Conseil municipal est refusé à la majorité (quelques abstentions).

Le président. Nous avons reçu dans les temps une clause d'urgence concernant la motion M-160 de MM. Roman Juon, Sami Kanaan, Alain Marquet et Roger Deneys, intitulée «Pour un tunnel du Mont-Blanc conforme aux normes de sécurité et du développement durable» et figurant à un point avancé de notre ordre du jour. La clause d'urgence a été signée par un représentant de chacune des formations de l'Alternative. Je vous rappelle que, selon notre nouveau règlement, si vous adoptez la clause d'urgence, nous traiterons du fond tout de suite après le vote de celle-ci. Je donne la parole à M. Kanaan, afin qu'il développe l'urgence.

M. Sami Kanaan (S). Je demande une clarification sur le règlement, car nous avons déjà eu ce malentendu la dernière fois. Je suis prêt à reconnaître mes torts si c'est nécessaire, mais, selon le nouveau règlement, nous devons déposer les objets munis de clauses d'urgence dans le premier quart d'heure de la première séance, c'est-à-dire maintenant. Si une clause d'urgence est déposée, elle est traitée à 20 h 30 et, si elle est acceptée, elle est traitée sur le fond immédiatement, ce qui donne le temps aux groupes de prendre connaissance des objets urgents. Or, déjà la dernière fois que le cas s'est présenté, vous avez traité tout de suite les urgences; êtes-vous bien sûr que c'est ce que demande le règlement? Moi, j'ai un doute très sérieux.

Le président. Oui, Monsieur Kanaan, effectivement, nous ne votons que sur la clause d'urgence.

M. Sami Kanaan. Non, même pas; nous déposons les urgences à 17 h.

Le président. Oui, vous les déposez, je vous prie de m'excuser, c'est moi qui ai eu de la peine avec le nouveau règlement.

M. Sami Kanaan. Ce n'est pas grave, je comprends tout à fait.

Le président. Nous reprendrons donc cette urgence à 20 h 30. J'annonce simplement le dépôt de la clause d'urgence, qui sera votée ensuite à 20 h 30. Je vous remercie.

6. Motion de MM. Gérard Deshusses, Roman Juon, Jean-Pascal Perler, Christian Zaugg, Pierre Maudet, Pierre Reichenbach, M^{mes} Marie-France Spielmann, Catherine Hämmerli-Lang, Linda de Coulon et Anne-Marie von Arx-Vernon: «Renforcement de la sécurité sur le chemin du Velours» (M-141)¹.

PROJET DE MOTION

Considérant, d'une part:

- la population toujours plus importante des écoles avoisinantes;
- l'augmentation des incidents et accidents de circulation sur cette voie;
- la densification du trafic motorisé dans l'ensemble du secteur et,

d'autre part:

- la nécessité de faciliter l'accès des établissements scolaires du quartier à leurs usagers;
- le souci d'assurer une protection adéquate aux collégiens sur le trajet qui les mène à leurs lieux d'études;
- l'insécurité grandissante qui résulte de l'insuffisance de l'aménagement actuel du chemin du Velours,

le Conseil municipal demande au Conseil administratif de compléter l'aménagement du chemin du Velours, de façon à y réduire la vitesse de l'ensemble des véhicules (motorisés ou non), notamment:

- a) à la hauteur du parking du cycle de la Florence;
- b) à l'angle du chemin du Velours et du chemin de Fossard;
- c) sur le tronçon du chemin du Velours compris entre la route de Florissant et le chemin de Fossard.

Le Conseil municipal demande également au Conseil administratif, dans le but de renforcer la sécurité des piétons, l'installation d'une barrière de sécurité ou d'une borne rétractable au débouché du chemin du Clos-du-Velours sur le chemin du Velours et la prolongation d'un trottoir sur la totalité de cette dernière voie.

M. Gérard Deshusses (S). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, une fois n'est pas coutume, permettez-moi de m'exprimer sur un sujet qui

¹ Annoncée, 2543.

me tient à cœur. Il s'agit de la sécurité aux abords du collège de la Florence, où je travaille depuis plus d'un quart de siècle, c'est dire que j'ai vu évoluer le quartier et les espaces se densifier.

Je ne vous cacherais pas que cette motion a été rédigée et déposée en automne dernier, ce qui fait que, lorsque je l'ai relue dernièrement pour préparer cette séance et défendre ici ce texte, j'ai bien constaté qu'elle était très contraignante, très détaillée, trop détaillée même, et qu'il y avait le risque, pour les signataires, de passer pour des ingénieurs de la circulation, ce que nous ne sommes certes pas. C'est le problème que nous avons lorsque nous posons des questions et que nous essayons parallèlement d'y répondre immédiatement. Cependant, à notre décharge, je vous avouerai aussi très volontiers que, si j'ai rédigé ce texte dans ce ton, c'est après avoir vu un élève être projeté par un chauffard de l'autre côté d'une haie qui borde le chemin du Velours, son vélo être écrabouillé, son cartable éparpillé, et lui-même, comme dans un film américain, comme dans un film-gag, après quelques instants, se relever ébahi, étourdi, hébété, mais miraculeusement indemne. Pour un élève, un enfant qui s'en tire bien, il en est d'autres, Mesdames et Messieurs, qui ont plus de malchance.

L'émotion passée, il va de soi que l'intention de cette motion est bien d'améliorer la sécurité aux abords des écoles du quartier, de manière à éviter ces drames. Venons-en aux faits. Tout d'abord, historiquement, il est intéressant de constater que le chemin du Velours est tout entier dans la commune de Genève, puisque la limite communale se trouve du côté Salève, après le trottoir qui longe le chemin. Pour ceux que cela intéresse, je les invite à aller voir les deux bornes historiques – elles datent de 1817 – qui tracent cette limite communale. Cela montre bien que les relations que la Ville de Genève entretient avec les communes avoisinantes sont les mêmes depuis des décennies, voire des siècles, à savoir que les infrastructures peuvent être utilisées par tous, mais que le coût de ces infrastructures et de leur mise à disposition ainsi que leur entretien relèvent de la seule Ville de Genève. Pour les plus prosaïques, c'est en effet extrêmement intéressant.

Pour nous, cela a au moins un avantage, c'est que nous sommes maîtres sur ce chemin et que nous sommes libres, par conséquent, d'y décider des aménagements que nous souhaitons. A quelque chose malheur est bon. C'est d'ailleurs ce que nous avons déjà fait, il y a de cela une dizaine d'années, lorsque le Conseil municipal avait demandé au Canton, et obtenu de ce dernier, que des feux lumineux soient placés aux deux extrémités du chemin du Velours. La Ville avait alors aussi décidé d'installer des seuils de ralentissement, à savoir trois, et même dessinés à contresens de la circulation – et cela n'est pas sans poser quelques problèmes de danger supplémentaires – une piste cyclable en direction de la route de Florissant.

Cependant, les paramètres dans ce quartier ont changé au cours des dix dernières années, et il est vrai que ces dispositions sont maintenant insuffisantes. Parmi les paramètres qu'il faut signaler, il y a notamment une énorme densification du quartier, puisque de nombreux immeubles ont été construits, entre autres le long du chemin du Velours, et que ces immeubles sont évidemment habités par des locataires, qui circulent, qui ont des voitures, des motos, etc. Aussi, il faut dire que la densité du trafic dans le quartier a également augmenté, tout comme la population des différentes écoles, que ce soit le collège Claparède ou Emilie-Gourd, ou encore le collège de la Florence, que je connais bien et qui accueille maintenant pas moins de 800 élèves, alors qu'il y a dix ans encore, il n'en comptait que 600.

Je vous rappellerai aussi que l'école Le Corbusier a ouvert ses portes il y a quelques années déjà, ce qui fait que ce ne sont pas moins de 3500 jeunes qui circulent dans ce quartier, dans des tranches horaires qui sont sensiblement les mêmes. Il est vrai qu'il y a eu des aménagements en matière de circulation routière, mais ces aménagements ont parfois eu des effets pervers, notamment un que je tiens à signaler: une part croissante de conducteurs, entre autres des motards, préfèrent passer, pour des raisons qui m'échappent, mais je crois que si je cherche bien je pourrai les comprendre, par le chemin du Velours. Il doit y avoir des raisons de gain de temps, surtout si l'on ne respecte pas la limitation de vitesse à 50 km/h et si les signalisations lumineuses, elles non plus, ne sont pas trop respectées. Il y a là une forme de raccourci extrêmement dommageable pour la population d'élèves qui se trouve aux abords des écoles.

C'est la raison pour laquelle cette motion tente de répondre à un problème, qui est, bien sûr, un problème d'incivisme au premier abord, et vous me direz qu'il faudrait prendre des mesures policières, mais on sait que c'est insuffisant. Vous me direz que cette motion ne répondra pas à tout, mais elle a au moins le mérite de ne pas faire en sorte que le Conseil municipal baisse les bras par rapport à un problème de sécurité concernant nos enfants aux abords des écoles. Je pense en effet que les mesures que nous demandons répondront aux besoins du quartier. Par ailleurs, j'avais aussi pensé amender le texte de cette motion, le rendre moins contraignant, plus général, mais je crois que l'intention qu'il revêt est claire pour tous, et ce n'est pas nécessaire d'allonger les débats.

M^{me} Anne-Marie von Arx-Vernon (DC). C'est vrai que M. Deshusses a brillamment illustré les propos que nous, les motionnaires, avons tenus, et nous sommes très préoccupés. Pour le groupe démocrate-chrétien, qui souhaite renvoyer cette motion au Conseil administratif, toute mesure qui pourra être prise sera bienvenue. Même si, jusqu'à maintenant, beaucoup de choses ont été faites, nous sommes tous d'accord pour dire que cela ne suffit plus, que ce soit en

matière d'aménagement, que ce soit aussi en matière de mobilisation des agents de ville, il y a un très grand effort encore à fournir, et nous sommes persuadés que le Conseil administratif saura prendre les mesures nécessaires.

M. Jean-Pascal Perler (Ve). Je n'ai pas vingt-cinq ans de carrière au collège de la Florence, mais seulement vingt ans, étant un tantinet plus jeune que le pré-opinant. Je tenais quand même à intervenir, pour aller peut-être un peu plus dans le détail, car le chemin du Velours est devenu une véritable route de transit entre la route de Florissant et la route de Malagnou, donc à travers un quartier de villas; c'est là une première chose inadmissible. Par ailleurs, les trois seuils de ralentissement que les autorités ont fait mettre à l'époque ont été placés de telle manière qu'il n'y en a plus devant l'école: il y en a un avant, il y en a un après, ce qui fait qu'on peut accélérer juste devant l'école; ils sont donc vraiment mal placés. La troisième chose, c'est qu'il y a des voitures stationnées, côté Salève, sur toute la longueur du chemin, qui est une immense ligne droite, et, comme chacun sait, on peut accélérer sur les lignes droites. Ainsi, la première chose à faire serait peut-être de prévoir des places de stationnement en quinconce, afin de faire de la modération active de circulation.

Il y a deux ans, une demande a paru dans la *Feuille d'avis officielle* pour mettre un «kit-école» devant le collège de la Florence, mais cette demande n'a toujours pas été concrétisée. Alors, que diable, abandonnons le «kit-école», avec son triangle marqué au sol, mais sans mesure physique! En effet, il faut absolument que des mesures physiques soient prises devant cette école, car toutes celles qui utilisent la prise de conscience sont complètement inutiles.

Préconsultation

M. Guy Jousson (AdG/TP). Je pense que, dans cette salle, vous ne trouverez pas un seul groupe pour dire l'inverse de ce qu'a dit M. Deshusses, car c'est plein de bon sens, et nous le remercions évidemment d'avoir déposé cette motion. Tout ce que le Conseil administratif pourra décider pour ralentir la vitesse aux abords des écoles, nous pouvons bien entendu parier que cela va effectivement faire l'unanimité dans cette salle.

Toutefois, il y a quand même un problème que j'aimerais soulever. On s'aperçoit que le chemin du Velours est devenu en quelque sorte une voie de transit, et certains s'en offensent, on est bien d'accord. Chaque fois que, en ce qui concerne la ville de Genève, nous traiterons des problèmes de circulation d'une façon morcelée, nous serons dans l'erreur. Il est évident qu'il faut protéger les écoles, qu'il faut protéger nos enfants et petits-enfants de demain, mais il nous faut mener une

réflexion globale sur la fluidité du trafic en ville de Genève. Plutôt que de faire des puzzles décousus, où nous aurons évidemment à regretter des parties qui représentent un danger pour les enfants, il nous faut absolument créer un groupe de réflexion pour savoir comment faire pour que les gens n'aient plus besoin de prendre des chemins de traverse pour aller plus vite, n'aient plus besoin de s'auto-fabriquer une fluidité du trafic.

M. Pierre Reichenbach (L). Chers collègues, je pense que M. Jousson a raison, dans la mesure où, même si j'ai signé cette motion, il faut qu'on évite dorénavant de reporter le trafic à d'autres endroits tout aussi inappropriés que ceux que l'on veut protéger. Ces reports de trafic, on en a parlé il y a quelques semaines, sont effectués par les gens qui vont travailler le matin; il faut se rendre à son lieu de travail le plus vite possible. Alors, estimer que le chemin du Velours doit être protégé, c'est une excellente idée, et je pense que M. Ferrazino va s'y atteler, mais je pense aussi – et c'est pour moi le plus important – qu'il faudrait qu'on ait une réflexion globale pour la ville de Genève. En effet, il y a quantité d'endroits similaires au chemin du Velours, qu'il conviendrait d'analyser avec circonspection pour éviter des reports de circulation irréflechis, car ces derniers sont en général nuisibles à la sécurité et à la fluidité du trafic. Le chemin du Velours n'est qu'un exemple parmi d'autres, qu'il s'agit d'examiner avec intelligence. Pourquoi ne pas faire une étude généralisée de tous ces secteurs qui peuvent être dangereux pour les usagers?

M. Alain Fischer (R). Il est clair que la sécurité des enfants est une chose importante, aussi le Parti radical est-il tout à fait d'accord avec cette motion. Cependant, travaillant juste en face du collège de la Florence, je tiendrai premièrement à signaler qu'un grand nombre d'habitations se trouvent dans ce quartier et que ce problème de sécurité concerne aussi les riverains. Deuxièmement, j'aimerais attirer l'attention des préopinants sur le fait que le matin vers 7 h 15, 7 h 30, ou à la sortie des écoles, les élèves ne sont peut-être pas toujours disciplinés quand ils traversent la chaussée. Quant au tourner à gauche de la piste cyclable à la route de Florissant pour emprunter le chemin du Velours, qui a été instauré à grands frais, je pense, par la Ville de Genève, il n'est jamais utilisé. Partant de là, je tiendrai à ce qu'on commence déjà par faire respecter les règles de la circulation par les véhicules et aussi par les piétons.

M. Gérard Deshusses (S). Pour répliquer à M. Fischer – vous transmettez, Monsieur le président – je dois dire que j'abonde dans son sens. C'est l'occasion

de préciser quelque chose dans la motion – ce que je ne voulais pas faire au départ – à savoir qu’il serait absolument nécessaire de créer des trottoirs sur lesquels on puisse circuler, parce que le chemin du Velours n’en a pas sur toute une partie de sa longueur. Il est évident que, quand il pleut, les élèves, mais aussi les adultes et n’importe quel usager d’ailleurs, sont obligés de marcher sur la chaussée, sinon ils s’enlisent, c’est le cas de le dire. Cela n’est pas pratique du tout, comme vous pouvez bien le penser. On peut, bien sûr, formuler des critiques, Monsieur le président, vous transmettez à M. Fischer, mais il faut quand même constater que le chemin du Velours n’est pas vraiment adapté aux besoins des piétons et des cyclistes. En fait, il n’est aménagé que pour que l’on y voie se presser une colonne de voitures dans un seul sens, une autre colonne étant prévue pour le stationnement sur la droite. C’est tout.

Le président. Je vous remercie. Nous allons donc procéder au vote. Etant donné qu’il n’y a pas eu de demande de renvoi en commission, si la motion est acceptée, elle sera directement renvoyée au Conseil administratif.

Mise aux voix, la motion est acceptée à l’unanimité.

Elle est ainsi conçue:

MOTION

Le Conseil municipal demande au Conseil administratif de compléter l’aménagement du chemin du Velours, de façon à y réduire la vitesse de l’ensemble des véhicules (motorisés ou non), notamment:

- a) à la hauteur du parking du cycle de la Florence;
- b) à l’angle du chemin du Velours et du chemin de Fossard;
- c) sur le tronçon du chemin du Velours compris entre la route de Florissant et le chemin de Fossard.

Le Conseil municipal demande également au Conseil administratif, dans le but de renforcer la sécurité des piétons, l’installation d’une barrière de sécurité ou d’une borne rétractable au débouché du chemin du Clos-du-Velours sur le chemin du Velours et la prolongation d’un trottoir sur la totalité de cette dernière voie.

Le Conseil administratif est chargé de présenter un projet d’arrêté ou de prendre une mesure.

7. Motion de MM. Peter Pirkl, Mark Muller, Bernard Lescaze et M^{me} Alexandra Rys: «Pour une taxe professionnelle égalitaire» (M-142)¹.

PROJET DE MOTION

Considérant:

- la motion M-62 et la réponse donnée par le Conseil administratif le 5 décembre 2000;
- que les autorités de la Ville de Genève ont les moyens d'intervenir dans l'application des lois et règlements ainsi que dans la perception de la taxe professionnelle,

Le Conseil municipal invite le Conseil administratif à prendre les mesures adéquates afin que la taxe professionnelle communale soit perçue dans tous les commerces et débits de boissons, salles de spectacles, etc., tenus et exploités dans les immeubles faisant l'objet d'occupation illicite.

M^{me} Alexandra Rys (DC). Vous vous souviendrez certainement qu'il y a quelques mois certains des signataires de cette motion avaient demandé que le Conseil administratif prenne des mesures, afin que le squat Rhino respecte du point de vue des enseignes la législation en vigueur. Il nous avait été répondu par écrit que ce n'était pas possible parce que, en fait, on ne pouvait pas agir contre ces enseignes illégales.

Nous remettons donc l'ouvrage sur le métier. Des activités professionnelles se déroulent dans ce squat; par conséquent, il nous semble que la notion d'égalité la plus élémentaire voudrait que ces activités soient taxées au même titre que d'autres qui se déroulent sur le territoire de la Ville de Genève. Je ne parlerai même pas du débit de boisson qui est bien connu, mais vous vous souvenez certainement que nous avons tous reçu pour Noël une carte postale du squat Rhino, assez belle d'ailleurs, avec un beau coucher de soleil; je pense que vous aurez remarqué que ces bons vœux étaient parfaitement anonymes. Eh bien, cette carte, autre exemple de l'activité lucrative qui est exercée dans ce squat, est en vente, ou l'était en tout cas à l'époque, au kiosque de Cornavin. Cela n'est qu'un petit exemple. D'autres travaillent, paient normalement des taxes sur le fruit de leur travail, il n'y a donc absolument aucune raison qu'une activité comme celle de Rhino en soit exemptée.

¹ Annoncée, 2543.

Préconsultation

M. Gérard Deshusses (S). Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, il est des termes qui font mouche au Parti socialiste et qui pousseraient tous les camarades à accepter d'emblée tout et n'importe quoi, et l'adjectif «égalitaire» est sans doute de ceux-là. Comment diable refuser la notion d'égalité, comment s'y opposer sans perdre son âme, sa dignité politique, son identité et tout bonnement la face? Comment n'avoir pas songé à rédiger nous-mêmes, au Parti socialiste, une motion qui vise à renforcer le principe d'égalité?

M. Jacques François (AdG/SI). De fraternité également!

M. Gérard Deshusses. Sommes-nous désormais tellement encroûtés, tellement dépassés, surannés ou arrivés à la droite de l'échiquier politique...

M. Jacques François. Pousse pas, pousse pas!

M. Gérard Deshusses. ... pour que nous n'ayons pas perçu la taille de l'enjeu de cette motion? Pourquoi ne pas l'avoir faite nous-mêmes? Quelle misère dans ce parti! Non, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, le Parti socialiste n'est pas encore bon pour les poubelles de l'histoire et il a même encore l'esprit suffisamment vif pour voir qu'au travers de cette motion on se moque du monde, et tout particulièrement des grands principes hérités de la Révolution de 1789! Invoquer le principe d'égalité pour imposer une taxe professionnelle aux petites activités commerciales des squats genevois relève pour le moins de la bouffonnerie, sinon plus certainement de la tartufferie, et, comme on dit dans notre bonne vieille République, d'un culot bœuf. (*Rires.*)

Si seulement les signataires de cette motion avaient dressé la liste de toutes les situations dans lesquelles le principe d'égalité n'est pas encore respecté dans notre République! Si seulement ils avaient songé à les classer par ordre de priorité, en regard de leur gravité! S'ils avaient choisi de s'attaquer tout d'abord aux inégalités les plus criantes, les plus scandaleuses, alors oui, tout au bas de la liste, on aurait vu qu'il y avait aussi un principe d'égalité qui n'était pas respecté au niveau des squats par rapport à la taxe professionnelle. C'est inutile de le nier, c'est vrai que ce principe d'inégalité est là, il existe. Alors, après toutes les autres inégalités qu'on aurait relevées et traitées, on aurait traité celle-là aussi, mais ce n'est pas le cas. L'importance ici est ridicule, et invoquer le principe d'égalité en ignorant que les citoyens restent, par exemple, inégaux par rapport à l'impôt, à la

formation, que l'égalité entre les sexes n'est pas encore reconnue dans notre République, invoquer ce droit à l'égalité pour des questions de taxe professionnelle, c'est manquer d'ambition politique, c'est ne pas avoir de vision globale pour la Ville de Genève et c'est céder simplement à la pression de milieux particulièrement intéressés, mais pas toujours intéressants. (*Applaudissements.*)

M. Damien Sidler (Ve). Les auteurs de cette motion sont soucieux de l'égalité de tous devant le règlement, ce à quoi nous ne pouvons que souscrire. En effet, la loi sur les contributions publiques du canton autorise les communes à prélever une taxe professionnelle annuelle auprès de toutes les personnes physiques ou morales dès qu'elles remplissent les critères d'assujettissement prévus. Il semblerait qu'une centaine de personnes à Genève exercent une activité qui pourrait être considérée comme professionnelle dans des immeubles faisant l'objet d'occupation illicite et ne paient pas cette taxe. Cette microéconomie parallèle, pour laquelle l'intérêt des motionnaires démontre qu'ils en reconnaissent le bien-fondé, a le double inconvénient pour le percepteur de ne pas être inscrite au Registre du commerce et de ne pas rapporter de loyer. Or la taxe en question se calcule notamment sur le loyer professionnel du contribuable.

Jusqu'à présent, le percepteur avait jugé opportun de ne pas investir trop de temps dans la recherche de ces obscurs contribuables, la somme en jeu – quelques dizaines de milliers de francs peut-être – ne couvrant probablement pas les frais à engager par le service. Nous ne pouvons que nous en féliciter. Il semblerait en outre que certaines entreprises sises dans des immeubles d'occupation licite se voient exonérées de la taxe professionnelle pour des raisons non moins obscures et pour des montants non moins exorbitants. A titre d'exemple, M. Lescaze pourra probablement nous le confirmer, nous nous sommes laissé dire qu'une banque de la place, dont certains dirigeants ont éventuellement pu avoir des occupations illicites – pas au sens où vous l'entendez dans cette motion, bien sûr – serait annuellement exonérée de la taxe professionnelle à hauteur de plusieurs millions.

En conclusion et afin d'éviter une inégalité de traitement contraire à l'esprit de la motion, les Verts vous proposent l'amendement suivant, c'est-à-dire de modifier l'invite comme suit:

Projet d'amendement

«Le Conseil municipal invite le Conseil administratif à prendre les mesures adéquates afin que la taxe professionnelle communale soit perçue *en Ville de Genève selon les termes du règlement.*»

Motion: taxe professionnelle pour les activités des squats

Nous vous proposons de renvoyer ensuite la motion amendée à la commission des finances pour qu'elle puisse y débattre des modalités d'application.

(La présidence est momentanément assurée par M. Pierre Losio, vice-président.)

Le président. J'attends votre amendement, Monsieur Sidler. *(M. Sidler s'exécute.)*

M. Guy Jousson (AdG/TP). Pour nous, il s'agit surtout d'effacer un gros malentendu. Si on veut parler d'égalité, il faut bien entendu mettre sur le même pied les activités entre elles. Or quiconque se rend dans un squat ou à l'Usine pour consommer, périodiquement ou régulièrement, un repas ou une boisson se rendra bien compte que ces activités-là sont surtout animées par des étudiants. Entre parenthèses, ce genre d'activités fait cruellement défaut aujourd'hui, je veux dire que, pour trouver des lieux où l'on vous engage en tant qu'étudiant, il faut déjà se «lever de bonne heure» – et même des fois se coucher très tard – et vous ne les trouvez pas forcément. En plus, ce sont des lieux qui n'offrent pas une restauration sept jours sur sept, à midi, le soir et avec plusieurs choix de mets, à des prix divers. Il s'agit souvent d'un menu plus ou moins unique, servi trois fois par semaine, qui permet à une équipe de se mobiliser vraiment et surtout à une clientèle avec des moyens restreints de venir consommer dans un lieu agréable, sympathique et convivial. Ramenons donc à leur juste valeur ces activités pour nous apercevoir qu'il ne s'agit pas réellement d'activités commerciales; par conséquent, cette motion n'a aucune raison d'être.

M^{me} Alexandra Rys (DC). Le groupe démocrate-chrétien a pris note avec intérêt que le groupe socialiste est en faveur des aides que les autorités peuvent accorder à des activités illicites. C'est quelque chose de très intéressant. Par ailleurs, comme nous ne demandons évidemment rien d'autre que le fait que tous les citoyens soient logés à la même enseigne, nous sommes tout à fait favorables à l'amendement déposé par les Verts.

M. Robert Pattaroni (DC). Nous ne voulons pas marcher, pour le moment, sur les plates-bandes du Parti socialiste, mais il est vrai que nous avons fait une intervention par rapport aux petites inégalités. Nous savons que le Parti socialiste,

de par sa vocation et de par ce que les esprits supérieurs lui ont probablement donné comme mission, se doit de travailler pour supprimer les grandes inégalités – on le voit en France, en Allemagne, en Angleterre et ailleurs. Alors, que le Parti socialiste ait le courage de déposer une motion musclée pour supprimer les grandes inégalités, et nous la voterons.

M. Jean-Marc Froidevaux (L). On nous propose un catalogue des inégalités, et il est assez étonnant de constater que la première qu'on nous cite est celle devant l'impôt. Tout d'abord, c'est précisément ce que la présente motion entend obtenir, ensuite, c'est la première chose qu'il faudrait régler, selon le groupe socialiste. Par conséquent, le premier réflexe consisterait à dire, pour ces motifs déjà, que le groupe socialiste devrait se joindre à cette motion.

Pendant, rendons-nous compte que le Parti socialiste a certainement des idées plus hautes en matière d'égalité ou d'inégalité devant l'impôt dans cette démarche. Soit. L'impôt, en l'espèce, est fondé par un parlement démocratiquement élu et repose donc sur le principe de la légalité. Si, de là, on veut prétendre que la loi instituerait des inégalités, je dirai à la majorité du Conseil municipal, qui est aussi la majorité du Grand Conseil, qu'il n'appartient qu'à elle de modifier l'impôt de manière à ce qu'il soit égal. Je me rends toutefois compte qu'elle aura quelque peine à modifier l'impôt de la sorte, étant donné que, quand celui-ci est apparemment égal, il devient profondément inégal.

Je reprendrai en quelques mots la campagne des socialistes quand il s'était agi pour eux de s'opposer à toute augmentation de l'impôt dit «indirect» ou de la taxe à la valeur ajoutée (TVA), puisqu'ils estimaient qu'un impôt indirect au taux fixe était parfaitement inégal vu qu'il avait un effet, prétendument ou vraiment, beaucoup plus lourd sur les bas revenus que sur les hauts revenus. Chacun est à même de le comprendre, dans la mesure où la TVA n'a effectivement pas d'effet sur l'épargne ou la fortune. En conséquence, la première des inégalités qu'il faudrait corriger n'est précisément pas une inégalité, pourtant, certains s'en étonnent.

La deuxième inégalité qu'il faudrait corriger, c'est celle en matière de sexe. A ce titre, l'appareil législatif est tout à fait complet. On a modifié la Constitution en ce sens, ajoutant un alinéa 2 à l'ancien article 4; on a créé dans tous les cantons des bureaux d'égalité et, autour de ces derniers, on a constitué toute une armada législative, de manière à sanctionner sévèrement quiconque bafouerait ce principe. On voit que le Parti socialiste s'y est assez mal pris par rapport à la présente motion, parce qu'il est totalement incapable de nous donner un motif sérieux pour ne pas considérer que ce qui lui est cher, à savoir l'égalité entre chacun des citoyens de la République, soit respecté.

Motion: taxe professionnelle pour les activités des squats

On nous dit ensuite que les activités des squats ne sont pas à proprement parler des activités économiques. Eh bien, c'est beaucoup dire. Les activités des squats sont dans une large mesure de nature à assurer l'entretien d'une partie significative de leurs membres. A partir de là, ce sont des activités organisées en la forme commerciale, qu'elles soient ou non inscrites au Registre du commerce n'a pas grande signification, car ce sont des problèmes administratifs.

Toutefois, en ce qui concerne la taxe professionnelle, par la force des choses, elle est due; elle l'est d'autant qu'elle n'a pas d'effet particulièrement désastreux sur les recettes des activités commerciales des squats. Elle a simplement pour effet d'en considérer les responsables, même si leurs activités représentent «le meilleur marché» dans une branche, comme égaux par rapport à l'ensemble des intervenants sur le marché. N'oublions pas qu'il n'y a pas de loyers à payer pour ces activités, et j'imagine bien qu'en ce qui concerne les revenus – maigres – des étudiants ou d'autres personnes qui travaillent dans les squats il n'y a ni cotisations AVS, ni cotisations à des fonds de pension. Au demeurant, il n'y a pas d'heure de police. Aussi, dans l'ensemble de ce système, existe-t-il effectivement un intérêt bien compris, raisonnable de considérer que, sur la partie la plus accessible de l'activité qui se déroule dans les squats, la taxe professionnelle est due.

Cela dit, à titre personnel, je m'étonne qu'il faille passer par une motion pour en arriver là. Il me semble que, si n'importe lequel d'entre nous avait développé la moitié de cette activité, il y a longtemps qu'il serait taxé d'office, voire qu'il aurait à payer quelques frais de retard. Par conséquent, l'idée d'accéder un jour au Conseil administratif lui serait définitivement interdite pour le seul motif qu'il serait en retard dans le paiement de la taxe professionnelle. Cette hypothèse met en évidence le caractère inacceptable de la distinction que vous faites en étant un tout petit peu pointilleux sur la nature des horaires, sur le nombre de personnes, alors qu'il ne s'agit de rien d'autre que d'une activité économique, que celle-ci doit être considérée comme telle, avec tout le respect qu'il y a lieu d'avoir pour les activités économiques, et que, en conséquence, elle doit être taxée.

Je n'ai qu'un seul conseil à donner au Conseil administratif. Qu'il n'attende même pas la fin de ces débats pour envoyer les bordereaux concernant la taxe professionnelle sur les activités commerciales des squats et, sans délai, les taxations d'office si les formules dûment remplies ne lui parviennent pas à temps.

(La présidence est reprise par M. Bernard Paillard, président.)

M. Alain Marquet (Ve). J'aimerais intervenir en deux étapes. Premièrement, j'aimerais reprendre l'idée de l'historique de cette motion, qui est visiblement la

filles de la motion M-62 que nous avons débattue le 26 juin 2000 et qui était intitulée: «Les lois et les règlements sont les mêmes pour tous». J'ai le souvenir que cette motion attaquait très directement le squat Rhino, ce dont nous nous étions assez facilement rendu compte, et c'est la raison pour laquelle votre serviteur avait pris la peine d'amender cette motion en faisant s'arrêter l'invite à: «Le Conseil municipal demande au Conseil administratif: 1. de faire respecter uniformément les lois et règlements; 2. d'intervenir auprès du Conseil d'Etat afin que celui-ci fasse de même» et de ne plus viser spécifiquement les squats.

Il s'est toutefois trouvé que, dans la réponse du Conseil administratif fournie le 5 décembre 2000, il n'a été fait mention que du problème des squats. C'est la raison pour laquelle j'aimerais dire au Conseil administratif que, lorsqu'une motion lui est renvoyée avec une ou plusieurs invites amendées, il serait judicieux qu'il se contente de répondre à cette motion ainsi amendée, et non pas au principe de la motion initiale.

Deuxièmement, ce qui justifie le renvoi en commission, à nos yeux, c'est la possibilité d'ouvrir un débat sur la taxe professionnelle de façon beaucoup plus générale, ce qui nous permettra certainement de nous rendre compte qu'il y a d'autres lieux où se pratiquent des activités économiques non taxées et qui mériteraient une étude plus approfondie. Il faut dire que nous nourrissons encore le secret espoir de voir cette motion se transformer en autogoal.

Le président. Monsieur Marquet, à quelle commission pensez-vous renvoyer cette motion?

M. Alain Marquet. A la commission des finances.

M. Jean-Pierre Lyon (AdG/SI). La motion qui nous est présentée ce soir est une affaire très complexe. Je sais, en écoutant les différents intervenants, qu'il manque un certain nombre d'éléments dans leur intervention. Je vous le dis tout de suite, ce n'est pas ce soir, que nous acceptions ou que nous refusions cette motion, que nous la renvoyions directement au Conseil administratif ou en commission, que nous résoudrons la question, laquelle est très compliquée. Je vous demande, Mesdames et Messieurs les motionnaires, de quelle égalité parlez-vous dans cette affaire?

Je vais vous expliquer une petite astuce. Lorsque vous organisez un spectacle, si vous engagez un artiste, un orchestre, etc., vous devez payer un certain nombre de taxes. Il y avait le droit des pauvres dans le temps, maintenant, il y a la TVA, les impôts à la source s'il s'agit d'un artiste étranger. Quant à la taxe profession-

Motion: taxe professionnelle pour les activités des squats

nelle, elle est aussi appliquée, mais il y a une combine pour ne pas la payer. Si vous organisez un spectacle à Genève, vous indiquez l'adresse de l'organisateur à Lausanne. Je dis Lausanne, mais cela peut être à Zurich, Berne ou ailleurs; il suffit que ce soit une ville hors du canton de Genève. Alors, il n'y a pas de taxe professionnelle à payer, Mesdames, Messieurs!

Si vous regardez les affiches annonçant un concert de musique classique, de rock, un chanteur, etc., prenez la peine de lire, en bas de l'affiche, qui est l'organisateur. Vous serez surpris de constater que, sur le nombre de spectacles qui ont lieu à Genève, beaucoup d'organiseurs sont à Lausanne. Ce qu'il y a de malin, c'est que des gens de Genève ont une agence à Lausanne. Quand ils prévoient quelque chose à Genève, c'est l'agence de Lausanne qui l'organise, et vice versa. Vous vous trouvez en présence d'une façon très intelligente de tourner la loi.

Alors, que l'on renvoie cette motion en commission ou non, au Conseil administratif ou non, je peux vous dire qu'il n'y aura pas de réponse complète à celle-ci. Si vous regardez la liste des objets en suspens, vous verrez combien dans cette salle attendent toujours une réponse sur une motion ou autre. J'ai des collègues qui ont quitté le Conseil municipal il y a bien des années, mais dont le nom figure toujours dans la liste des objets en suspens et qui n'ont toujours pas reçu de réponse!

Pour ma part, je propose une chose beaucoup plus intelligente pour la séance d'aujourd'hui ou de demain, c'est de renvoyer les comptes à la commission des finances. Cette dernière devra se soucier d'éplucher la taxe professionnelle perçue par la Ville de Genève, quitte à auditionner les fonctionnaires de l'Etat ou de la Ville qui s'occupent de ce problème et à prévoir une séance pour traiter ce point un peu plus dans le détail. Tant pis si cette commission ne va pas dans d'autres domaines bien au-delà de la virgule des décimales pour voir s'il ne manque pas 15 centimes. Si j'étais à la commission des finances – que j'ai quittée il y a à peu près une année et demie – je vous dis tout de suite qu'il faudrait qu'il y ait, dans le rapport de la commission sur la taxe professionnelle, un paragraphe important sur tout le détail de celle-ci. Ensuite, le Conseil municipal pourrait très bien envisager de modifier quelque chose au niveau de son application.

Accepter ce type de motion ce soir, je vous dis tout de suite que c'est comme si on votait pour le lancement d'un satellite sur la lune, parce que celui-ci ne partirait jamais de Genève! Alors, réfléchissons bien et mandatons nos collègues de la commission des finances pour qu'ils étudient le problème de la taxe professionnelle dans le cadre des comptes. Combien y a-t-il eu de spectacles? Combien y a-t-il eu de commerçants qui ont payé? Que les commissaires de ladite commission regardent tout cela dans le détail, sans demander des noms, sinon ils risquent bien de s'entendre dire qu'ils ne sont pas censés savoir qui a payé la taxe ou non. Cependant, je suis sûr qu'ils obtiendront des résultats détaillés qui leur permet-

tront de renseigner l'ensemble du Conseil municipal. Ce sera donc à la commission des finances, dans le cadre des comptes, de nous apporter tous les éléments nécessaires. Quant à voter la présente motion ce soir, c'est comme si on allait cueillir des fraises, c'est exactement la même chose!

M. Daniel Künzi (AdG/SI). En lisant cette motion, un vieil adage me vient à l'esprit: «Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage.» C'est un secret de polichinelle, la droite n'aime pas les squats; un jour, c'est une corne de rhinocéros qui ne lui plaît pas, le lendemain, c'est la vente de quelques cartes postales dans un kiosque de la ville. Tout cela n'est pas sérieux.

J'ai aussi entendu parler d'égalité et d'inégalité, mais, dans cette ville, la première des inégalités – il faut dire que, souvent, on ne remarque pas la poutre qu'on a dans l'œil – c'est peut-être le fait que des personnes peuvent posséder des pâtés de maisons entiers et expulser des locataires, alors que d'autres n'ont même pas les moyens de payer un loyer. Voilà, pour moi, ce qu'est vraiment l'inégalité. Quant au reste, ces histoires de cartes postales, ce sont des confettis que l'on peut laisser au vestiaire. (*Quelques applaudissements.*)

M. Gérard Deshusses (S). Il est vrai que, si, au nom du Parti socialiste, j'ai invoqué prioritairement l'inégalité face à l'impôt, ce n'est pas pour des prunes. C'est simplement parce que cette inégalité-là a un impact sur le public, que nous sommes écoutés sur TV Léman bleu et que, quand on parle de cela, de l'autre côté de l'écran, il y a une réaction – et il est vrai que c'est important.

Cela dit, j'entends bien que M. Froidevaux – vous transmettez Monsieur le président – s'attaque lui aussi à l'inégalité face à l'impôt, et il a raison. Cependant, il a modestement raison, car il s'attaque modestement à ce problème en ne visant que des petites inégalités. En se limitant à des petites inégalités avec de grands principes, il ne montre que sa propre faiblesse. Quand on veut s'attaquer sérieusement à ce problème, on prend les grandes fraudes fiscales, car c'est là qu'il y a à faire. C'est précisément ce que le Parti socialiste entend faire et ce qu'il fait déjà depuis longtemps, pas avec succès, il est vrai, vu qu'il est très seul dans ce combat.

Je pense aussi à une autre chose. A vouloir s'attaquer de cette manière, avec ces grands principes, à des petites inégalités, notamment à des petites inégalités face à l'impôt, eh bien, on se donne bonne conscience; on cache peut-être des réalités autres et on trompe les gens en évitant d'aborder les vrais problèmes. Cela est autrement plus grave, et cela pourrait même être quelque chose proche de la perversité politique.

Motion: taxe professionnelle pour les activités des squats

Maintenant, pour allonger un tout petit peu, je préciserai que nous, le Parti socialiste, ne défendons pas du tout ce qui peut présenter un caractère illicite – vous transmettez à M^{me} Rys, Monsieur le président – nous n’aimons pas le caractère illicite des choses. Nous sommes plutôt des légalistes et nous avons d’emblée dit qu’il y avait là matière à inégalité. Nous ne le nions pas, bien au contraire; simplement, nous avons, au Parti socialiste, des priorités. D’abord, aux grands problèmes appliquons les grands remèdes et les grands principes et, ensuite, nous nous occuperons du reste, et non pas l’inverse. Nous avons le souci d’être forts en politique. Pour la bonne bouche, je vous rappellerai, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, que le Parti socialiste, au niveau européen, a désormais la réputation d’être un bon gestionnaire, que ses ministres des finances, dans les différents ministères où ils se trouvent, sont des gens qui mettent les comptes dans les chiffres noirs. Nous en avons la preuve ici même; dans notre bonne République, nous savons compter et nous savons où sont les véritables fraudes.

M^{me} Alexandra Rys (DC). Nous trouvons plaisant que certains ne veuillent s’attaquer qu’aux grands problèmes avec des grands principes. Malheureusement, je crois que la vie quotidienne nous montre qu’à côté des grands problèmes et des grands principes il y a des petites difficultés, des petites choses désagréables dont c’est également le rôle d’un Conseil municipal de s’occuper.

Cela dit, je souhaiterais, Monsieur le président, que vous rassuriez M. Marquet, qui craignait que nous ne marquions un auto-goal. Peut-être voit-il Machiavel à chaque détour de virgule, mais, en réalité, je répète que, dès le moment où tout le monde sera soumis aux mêmes règlements et que ces règlements seront appliqués, le groupe démocrate-chrétien sera au comble de la joie.

M^{me} Linda de Coulon (L). J’interviens simplement pour dire que le Parti libéral votera l’amendement présenté par le groupe des Verts et que je regrette, bien entendu, que les motionnaires libéraux ne soient pas là pour défendre cette motion, qui est tout à fait valable.

Je ne reviendrai pas sur les inepties proférées par M. Künzi, car il nous a habitués à cela. Quant à la perversité de M. Deshusses, je crois que je commence à être bien... enfin, que je crois... (*rires*) ...non, mais, rien que de parler de la perversité, cela me trouble effectivement beaucoup. (*Rires.*) Je ne pense pas que les petits commerçants qui paient leur taxe professionnelle... (*rires*) estiment, même si cette taxe vous paraît négligeable, que les organisateurs des activités économiques dans les squats doivent être exemptés de cette taxe.

M. Daniel Sormani (S). J'aimerais tout de même rappeler que la taxe professionnelle découle d'une loi cantonale, que l'assujettissement à cette taxe est régi par l'article 301 de la loi sur les contributions publiques (LCP), pour ceux qui ne s'en souviennent pas, et qu'il y est tout à fait clairement défini qui est assujetti et qui ne l'est pas. Il se trouve que toute activité commerciale en ville de Genève est assujettie. Les seuls qui sont véritablement exonérés, ce sont les services publics fédéraux, cantonaux ou communaux.

Cela dit, il faut bien savoir que la taxe professionnelle n'est pas un impôt sur le bénéfice des entreprises, mais c'est une taxe sur le chiffre d'affaires d'un commerce, qui est calculée en pour-mille. Pour cela, il faut vous référer au règlement d'application de la LCP, qui fixe les pour-mille en fonction de l'intensité de rendement de certains secteurs. En effet, comme vous le savez tous, il y a des secteurs qui rapportent plus que d'autres, ce qui fait qu'une commission cantonale, dans laquelle les communes sont représentées, fixe chaque année les différents taux des secteurs économiques en fonction de l'intensité de rendement. Comme il s'agit de pour-mille, il suffit de faire un simple calcul mental pour se rendre compte que, pour un chiffre d'affaires de 100 000 francs par exemple, ce qui est déjà relativement important pour un artisan, la taxe professionnelle n'est pas du tout élevée.

Je pense qu'il faut savoir raison garder et que, en réalité, c'est un faux problème qui est posé ici. C'est un faux débat, parce que la plupart des gens, dans ces toutes petites catégories de commerces, paient quasiment zéro franc de taxe professionnelle. Il faut dire que 90% de la taxe professionnelle sont payés par les grandes institutions qui se trouvent en ville de Genève, à savoir les banques, les assurances et les grosses sociétés industrielles; le reste étant des taxes inférieures à 300 francs. La taxe de base est de 30 francs, et, encore, il y a une déduction de 170 francs sur toutes les taxes. Alors, rendez-vous compte ce que cela représente; en réalité, ce n'est rien du tout. Finalement, la taxe professionnelle, je peux le dire encore une fois, ce sont les grandes sociétés et non pas les petites entreprises qui l'alimentent.

Ces dernières ont juste le plaisir – parce que je pense que, pour tout le monde, c'est un grand plaisir – de remplir le bordereau d'impôt de la taxe professionnelle. J'aimerais ajouter – et j'en profite pour le redire à chaque fois – que le Service de la taxe professionnelle communale fait consciencieusement son travail. Il chasse, si je peux m'exprimer ainsi, tous les contribuables de la ville de Genève, car il y en a qui essaient d'y échapper, vous le savez bien, mais ils sont pourchassés; le personnel du service en question est là pour cela. On regarde les plaques qui changent dans les allées, et il y a également d'autres moyens de repérer les fraudeurs, notamment en regardant les inscriptions au Registre du commerce. Cependant, il y en a qui sont encore plus malins, ils ne s'inscrivent pas au Registre du

Motion: taxe professionnelle pour les activités des squats

commerce pour essayer d'échapper à la taxe, mais on arrive quand même à les retrouver. Je crois que le travail est correctement fait et que pratiquement personne ne peut échapper à la taxe professionnelle.

Pour le reste, ce sont vraiment des brouilles. Rappelez-vous tout de même que, puisqu'il s'agit d'une loi cantonale, c'est un petit peu faire ici un débat pour pas grand-chose. En ce qui me concerne, je m'abstiendrai de voter, étant donné que je préside la commission de recours de la taxe professionnelle.

M. Bernard Lescaze (R). Je ne crois pas qu'il s'agisse forcément d'un débat pour pas grand-chose. Les sommes en jeu sont peut-être modestes, mais les principes sont importants. En effet, si l'on accepte même de petites inégalités, elles contribuent à donner à un certain nombre de gens, à tort ou à raison, un profond sentiment d'injustice. Je rappellerai, devant le flot d'éloquence auquel nous avons eu droit, que, si la taxe professionnelle est issue d'une loi cantonale, il appartient aux communes d'en moduler le taux, et certaines communes y renoncent. Même sur le plan économique, on pourrait imaginer qu'il serait judicieux de supprimer cette taxe en ville de Genève pour stimuler l'économie. Cependant, nous le savons bien, nous ne pouvons pas nous en passer du point de vue fiscal, car, en ville de Genève, cette taxe rapporte 75 millions de francs. Il est vrai que ce qui est réclamé par cette motion, à savoir un petit peu plus d'égalité dans la perception, ne rapportera pas beaucoup d'argent, mais contribuera sans aucun doute à ôter à certains le sentiment d'injustice qu'ils ressentent.

Je ne comprends pas comment un parti qui se vante de vouloir s'intéresser aux grands problèmes peut négliger la lutte contre ce sentiment d'injustice. J'aimerais d'ailleurs rappeler, à propos de ce qui a été dit sur le Parti socialiste, qui s'intéresse avant tout aux grands problèmes et non à ce petit problème, que, pour cette seule session, on trouve dans notre ordre du jour des objets présentés notamment par notre collègue Gérard Deshusses, lesquels proposent de restaurer les bains d'Arve, d'accorder une subvention au vivarium Elapsoïdea, de s'occuper du déplacement du pavillon sis à la rue Barthélemy-Menn et de l'exploitation de la buvette de l'île Rousseau. Assurément, lui et moi ne voyons pas les grands problèmes de la même manière. Je pense donc, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, que cette motion doit être renvoyée là où elle peut le mieux être étudiée; pour ma part, ce serait au Conseil administratif, pour simplifier nos problèmes, mais je veux bien qu'on la renvoie à la commission des finances, si on le juge nécessaire.

Quant à l'amendement proposé par nos collègues Verts, par l'intermédiaire de Damien Sidler, pour ma part, il ne me dérange pas si ceux qui le proposent ont véritablement conscience de ce qu'ils ont écrit, à savoir qu'en réalité, tout en

enlevant la notion de squat, le fond reste le même. Si, en revanche, ils s'imaginent par là que le fond change, je crois qu'ils se trompent. Vous voudrez bien relire, au moment du vote, le texte proprement dit. Pour ma part, s'il est tel que je l'ai compris, comme M^{me} Alexandra Rys, j'accepte volontiers cet amendement.

M^{me} Michèle Künzler (Ve). J'aimerais revenir sur certains points, notamment sur l'intervention de M. Sormanni. Nous avons tout à fait vu, en lisant cette motion, qu'on s'attaquait en fait à pas grand-chose, en tout cas du point de vue financier. En effet, pour prélever la taxe professionnelle, il fallait le faire sur un chiffre d'affaires qui n'était forcément pas très élevé et, en plus, sur un loyer inexistant; on arrivait donc à multiplier 0 par 0, ce qui ne donne pas grand-chose.

Comme M. Froidevaux l'a rappelé tout à l'heure, le Conseil administratif aurait pu agir de lui-même, puisque c'est lui qui est chargé de faire appliquer la loi. La taxe professionnelle, pour nous, est un sujet important. Nous avons entendu dire que la commission qui s'occupe de cette taxe a pu récupérer beaucoup d'argent l'an passé en essayant de voir qui cherchait à y échapper; il s'agissait de personnes et d'institutions qui gagnent largement plus que le milieu des squats. En l'occurrence, ce qui nous intéresse, c'est qu'on parle aussi des exonérations que l'on dit être appliquées.

C'est pour cette raison que nous demandons que, d'une part, la taxe soit appliquée comme le règlement le demande et, d'autre part, qu'on nous parle aussi des exonérations. Nous proposons donc de renvoyer cette motion à la commission des finances.

M. Pierre Muller, conseiller administratif. Si parler d'égalité est une tartufferie, alors, je remercie très franchement les motionnaires tartuffes. En effet, cette motion a l'avantage de poser une question assez basique. J'ai toujours appris, mais peut-être n'ai-je pas suivi les bonnes leçons, que tout le monde était égal devant la loi. Ce n'est visiblement pas le cas en ce qui concerne certaines exploitations commerciales ici à Genève. Si je vous dis que tout le monde est égal devant la loi, eh bien, par extension, je considère que la loi fiscale est également une loi – c'est même une lapalissade de le dire – et que nous devrions être tous égaux aussi devant le règlement qui en découle, à savoir le règlement de la taxe professionnelle.

Il a été dit tout à l'heure que le Service de la taxe professionnelle fonctionne bien, et je remercie le préopinant de l'avoir précisé, et j'affirme que c'est vrai. En effet, nous traquons jour après jour, avec nos enquêteurs, ce que j'appellerai nos futurs clients, parce qu'il y a environ 20 000 contribuables sur le rôle de la taxe

Motion: taxe professionnelle pour les activités des squats

professionnelle, même un peu plus actuellement, et il y en a toujours qui passent entre les gouttes, étant donné que des sociétés se créent et que d'autres meurent. C'est un perpétuel renouvellement. Nous estimons donc qu'il faut aller pêcher la clientèle et nous le faisons avec un certain talent.

Il est important de relever qu'il n'y a pas de petites ou de grandes fraudes. A mes yeux, il y a fraude, et peu me chaut qu'elle soit petite ou grande, il doit y avoir punition si tel est le cas. Quand je dis punition, je parle bien évidemment de taxation, en l'occurrence taxation de la taxe professionnelle communale. On peut gloser longtemps sur la formule de la taxe professionnelle, c'est un débat que j'ai déjà entendu de nombreuses fois et je connais parfaitement les arguments des uns et des autres.

Il est vrai que ce n'est pas toujours logique de prendre en compte un loyer, un chiffre d'affaires et le nombre d'employés d'une société. Cependant, en ce qui concerne une société, lorsqu'on n'arrive pas à obtenir les résultats des comptes, du bilan, il y a un moyen tout simple pour pouvoir procéder à une taxation: on évalue. Ainsi, un loyer, en l'occurrence d'un squat, cela peut s'évaluer. Un chiffre d'affaires, en l'occurrence d'un débit de boissons – et celui de Rhino, à ma connaissance, est un gros débit de boissons – cela peut aussi s'évaluer. Il suffit de voir le nombre de consommateurs, de mettre des enquêteurs sur place et de compter le nombre de bouteilles, de bière en particulier, qui se vendent. Quant au nombre d'employés, cela s'évalue également. L'argument qui consiste à dire que la formule est obsolète et ne permet pas de taxer un squat ou un autre établissement est, à mon avis, mauvais.

De toute façon, quel que soit le sort que vous réserveriez à cette motion, soyez assurés que j'y donnerai suite; qu'elle soit renvoyée à la commission des finances ou au Conseil administratif, j'y donnerai suite et sachez que je vous tiendrai informés de la suite qui y sera donnée, à savoir s'il y a lieu ou non de taxer les squats. Comme il y en a un certain nombre, je pense que c'est une entreprise difficile, mais nous essayerons tout de même d'évaluer la faisabilité de cet objet.

M. Souhail Mouhanna (AdG/SI). J'ai juste une interrogation suite à la lecture de cette motion: les motionnaires considèrent-ils qu'en demandant aux squats visés par cette motion de payer la taxe professionnelle ils admettent, par conséquent, la légitimité de ces squats? C'est une question que je pose au Conseil municipal.

Le président. La parole n'étant plus demandée, nous allons passer au vote et tout d'abord à celui de l'amendement des Verts présenté par M. Sidler. Je vous en

relis le texte, comme cela m'a été demandé tout à l'heure. Celui-ci consiste donc à garder le début de l'invite et simplement à en modifier la fin comme suit: «Le Conseil municipal invite le Conseil administratif à prendre les mesures adaptées afin que la taxe professionnelle communale soit perçue en Ville de Genève selon les termes du règlement.»

Mis aux voix, l'amendement des Verts est accepté à la majorité (quelques oppositions et abstentions).

Mise aux voix, la prise en considération de la motion amendée est acceptée à la majorité (quelques oppositions et abstentions).

Le président. Je vous soumetts maintenant le renvoi à la commission des finances. Je vous rappelle que si vous le refusez, ce texte ira directement au Conseil administratif.

Mis aux voix, le renvoi de la motion amendée à la commission des finances est accepté à la majorité (quelques oppositions et abstentions).

Le président. Avant de passer au point suivant, je dois vous annoncer que nous avons encore reçu une motion urgente, la motion M-182, intitulée «Pour une régularisation rapide de tous les faux temporaires» et signée par MM. Alain Comte, Sami Kanaan, Souhail Mouhanna et Jean-Pascal Perler. Je vous rappelle que nous discuterons de cette urgence à 20 h 30. Si elle est acceptée, nous traiterons du fond dans la foulée.

8. Motion de MM. Roger Deneys, Roberto Brogгинi, Christian Zaugg et Alain Dupraz: «Fermons la rue de la Coulouvrenière le soir!» (M-144)¹.

PROJET DE MOTION

Considérant que:

- la rue de la Coulouvrenière se trouve à proximité immédiate de divers lieux de spectacles ou de loisirs (Usine, Bâtiment des Forces-Motrices (BFM), Palladium, etc.);

¹ Annoncée, 2543.

- les activités qui se déroulent dans ces lieux attirent un nombreux public;
- ces lieux de spectacles se trouvent particulièrement bien situés par rapport à de nombreux parkings publics (Hôtel des finances, Tribune de Genève, Seujet, etc.);
- malgré cela, une partie des usagers semblent incapables d’y stationner leur véhicule et utilisent à la fois les trottoirs ou la bande cyclable à contresens pour cela;
- la présence de trop nombreuses voitures dans cette petite rue engendre des nuisances encore plus importantes pour le voisinage;
- la sortie des véhicules de la caserne des pompiers volontaires est de ce fait obstruée;
- la police semble incapable de faire respecter les interdictions de stationnement,

le Conseil municipal invite le Conseil administratif à proposer, dans les plus brefs délais, une solution expérimentale de fermeture partielle de cette rue, notamment les soirs de spectacles, à l’aide de bornes, de chaînes ou de tout autre appareil susceptible d’empêcher l’invasion automobile nocturne et sauvage.

M. Roger Deneys (S). Je ne vais pas m’étendre longtemps sur la question, puisque mes collègues se chargeront de poursuivre avec d’autres arguments. La rue de la Coulouvrenière est une rue que tout le monde connaît, car elle se trouve à proximité immédiate de deux lieux de spectacles connus de tous les Genevois, c’est-à-dire le Bâtiment des Forces-Motrices et l’Usine. Ces deux lieux sont certes de nature très différente; ils attirent des publics très différents mais qui ont au moins un point commun, ne consistant pas dans le fait de payer la taxe professionnelle mais dans le fait de se parquer n’importe où, soir après soir.

Ces gens utilisent tous les espaces de cette petite rue pour parquer leur véhicule; ils se mettent sur les trottoirs, sur la bande cyclable à contresens et devant le dépôt des pompiers volontaires. Ils sont incapables d’utiliser les nombreux parkings se trouvant à proximité immédiate, et pourtant il y en a beaucoup: celui de l’Hôtel des finances, celui du quai du Seujet et celui de la Tribune de Genève. Il y a au moins 150 m à marcher, il est vrai que c’est énorme, mais je pense que c’est quand même encore une distance raisonnable pour un automobiliste genevois ou de la région voisine.

En l’occurrence, j’estime qu’il est important de prendre des mesures pour essayer d’endiguer ce flot de voitures et obliger les automobilistes à utiliser les parkings existants. Je vous rappelle que ces derniers sont aussi financés par les deniers publics; il serait donc légitime de faire en sorte qu’ils soient utilisés.

Par ailleurs, je trouve qu'il est particulièrement important de prendre des mesures telles que la pose de bornes ou d'un système amovible pour fermer cette rue, puisque nous savons maintenant, d'une part, que la police n'estime pas que le fait de s'occuper des problèmes de stationnement soit une de ses priorités et que, d'autre part, les agents de ville cessent leur travail relativement tôt, c'est-à-dire qu'à 22 h il n'y a plus d'agents de ville à disposition. Cela signifie que, en l'état actuel, il n'y a pas d'autre moyen que la mise en place de systèmes physiques en travers de la chaussée pour limiter ces problèmes de stationnement.

Je pense qu'il faut faire un essai pour voir ce que cela donne, pour voir si on arrive à convaincre les automobilistes à utiliser les parkings à disposition et faire ensuite un bilan, afin de déterminer si cette mesure doit perdurer ou s'il convient d'y renoncer.

Préconsultation

M. Alain-Georges Sandoz (AdG/TP). Le soutien de mon groupe à la motion, avec son renvoi au Conseil administratif, est évidemment assuré. Maintenant, j'ai quelques remarques à faire à titre personnel. Nous devons veiller, en votant la mesure proposée, intéressante par ailleurs, à ne pas créer à la place des Volontaires un ghetto du genre de celui du Letten, à Zurich.

Je vais vous faire un petit historique de l'insécurité, qui n'est pas exhaustif d'ailleurs. En 1999, un accident mortel par balle a eu lieu au N° 9 de la rue du Stand; en février 2001, un fonctionnaire du Département de justice et police et des transports est agressé dans son bureau-atelier, à 19 h, au N° 5 de la rue de la Coulouvrenière; jeudi passé, le 5 avril, il y a agression et vol du porte-monnaie de la sommelière du Café des Forces-Motrices. On peut également parler de la déprédation du domaine public. Les plantes arrachées à la place des Volontaires, cette place où l'on voit tous les jours des bancs dépendant du Service des espaces verts et de l'environnement démolis, brûlés, cassés ou encombrés. La semaine passée, la Ville de Genève, que je remercie, a refait la peinture du Palladium. J'ai passé devant samedi matin et je peux vous dire, Monsieur le président, que le peintre peut revenir, car il y avait déjà des tags.

J'aimerais maintenant dire quelques mots en ce qui concerne la sécurité. Dans le quartier, les gens ont peur de sortir, ils ont peur la nuit. Lorsque je m'y rends personnellement, je me fais accompagner. Oh, ce n'est pas pour l'herbe de Provence ou le sucre vanillé, mais pour me rendre compte de ce qu'il s'y passe. Je le répète donc, les gens ont peur. Je ne reviendrai pas, Monsieur le magistrat, sur l'éclairage public, qui me paraît insuffisant.

En parallèle avec cette motion, il s'agit aussi de renforcer les contrôles de sécurité. Là, on peut effectivement constater que cela fait cruellement défaut. Vous me direz que ce n'est pas l'affaire de la Ville, que c'est l'affaire du Canton. A mon avis, c'est un peu facile de se renvoyer la balle. Maintenant, je vais vous donner un exemple. Quand je vois la Brigade de sécurité publique intervenir à la place des Volontaires avec un berger allemand de la taille d'un caniche et deux gendarmes pour 20 dealers, je me demande ce que cela va donner, et en général cela ne donne rien.

M. Roberto Brogini (Ve). J'ai été invité mardi 3 avril, il y a donc tout juste une semaine – soit dit en passant, je regrette que M. Sandoz, qui est un usager du quartier, n'ait pas été présent – à une assemblée publique convoquée par un certain nombre de personnes. Il y avait des représentants du bistrot Le New Loft, du Bâtiment des Forces-Motrices, donc le BFM, du Rêve D'O, une boîte de nuit qui se trouve sur le quai des Forces-Motrices; il y avait également l'îlotier du poste de police de la rue de Carouge, un autre îlotier, un agent de ville, un représentant de l'Usine, des habitants du quai du Seujet, de la rue des Rois, le chef de la centrale des Services industriels de Genève, des habitants de différents immeubles de la Coulouvrenière, la présidente des parents d'élèves et même M. Tripod, le célèbre instigateur de Pro Coulouvrenière qui, il y a dix ans, était le fer de lance pour la fermeture de l'Usine.

Tout ce beau monde a discuté très sereinement au sujet de plusieurs propositions concernant le quartier, et il y en avait une qui portait sur la fermeture partielle de la rue de la Coulouvrenière. Je me permets de vous lire un extrait de la convocation: «Le stationnement et le trafic nocturnes d'automobiles aux alentours de la place sont importants certains soirs et provoquent passablement de nuisances pour les riverains. Nous proposons donc que l'accès à la rue de la Coulouvrenière soit réservé aux riverains le soir.»

Je m'arrête là sachant qu'il y a un certain nombre d'ayants droit qui doivent effectivement pouvoir accéder à leur place de parc et à différents endroits. C'est pour cela que cette motion est extrêmement modeste. Nous demandons la possibilité de faire une expérience, mais, bien sûr, les habitants ne sont pas concernés par cette mesure.

D'ailleurs, vous avez fait un très joli lapsus, Monsieur le président, en disant tout à l'heure, lorsque vous nous avez lu le titre de la motion: «Fermons la rue de la Coulouvrenière ce soir» – d'ailleurs, vous avez vite corrigé le «ce soir» en «le soir». Lors de l'assemblée que je viens de mentionner, une habitante m'a effectivement dit: «J'aimerais qu'on puisse fermer la rue de la Coulouvrenière ce soir même. Vous qui êtes au Conseil municipal, est-ce que vous pouvez le faire?» Je lui ai répondu que si cela ne dépendait que de moi, bien sûr que je le ferais, mais

ce n'est pas le cas. Je lui ai fait remarquer que différents services sont concernés, que le Conseil municipal doit se prononcer ainsi que l'Office des transports et de la circulation, qui dépend du Canton.

A la sortie de cette assemblée, qui regroupait une cinquantaine de personnes, j'étais très enthousiaste, car toutes les personnes présentes étaient favorables à la fermeture de la rue de la Coulouvrenière pour améliorer les conditions de vie dans le quartier. Nous savons en effet que des moteurs vrombissent, que des portières se claquent; autant de nuisances précisément dues à des fêtards qui vont et viennent et qui ne se rendent pas compte des désagréments qu'ils occasionnent. Il est vrai qu'il ne le font pas forcément de façon délibérée, mais je pense qu'il serait bon de fixer des conditions-cadres, et nous savons très bien qu'il y a plusieurs parkings à disposition, notamment celui de l'Hôtel des finances, qui se trouve à une minute de la place des Volontaires, et celui du Seujet, qui se trouve à deux minutes, puisqu'il suffit de traverser le passage du Seujet. J'aimerais d'ailleurs relever que le chef du barrage du Seujet était également présent.

Je vous encourage donc, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, à voter cette motion, et nous pourrons tirer un bilan de cette expérience dans six mois ou dans une année. C'est pour cette raison que je réitère l'encouragement à voter cette motion.

M. Roman Juon (S). J'aimerais rassurer M. Sandoz; ce que vient de dire notre collègue Roberto Brogginini me permet de raccourcir mon intervention, car ce qui a été fait dans ce quartier est porteur d'espoir. Cependant, en revenant à il y a fort longtemps, puisque mon âge me permet maintenant de parler comme un patriarche, je me souviens d'un certain M. de Toledo – qui vit encore – qui tenait des propos au sujet des Rues-Basses selon lesquels il fallait maintenir le flux de voitures pour lutter contre la pègre, contre les voyous et les dangers que cela représentait, en s'appuyant sur moult exemples de brigandage et de sales histoires.

Pour finir, les autorités s'y sont prises autrement. Vous connaissez les Rues-Basses; je ne connais pas les statistiques, mais il n'y a pas plus d'agressions que partout ailleurs, que ce soit aux Pâquis ou à Cornavin, enfin dans tout notre centre-ville. Ayez donc confiance dans ce qui vient d'être dit par Roberto Brogginini, et je crois que tout ira bien. En somme, on sait qu'on souhaiterait aussi que nos agents municipaux aient plus d'heures à leur disposition pour travailler le soir, voire tard le soir.

Le président. Je vais donner la parole à M. Sandoz pour la deuxième fois, mais je le prierai auparavant de bien vouloir préciser le texte de l'amendement

qu'il vient de me remettre; si j'ai bien compris celui-ci, il s'agit de demander «plus de sécurité dans le quartier». Monsieur Sandoz, est-ce que vous pouvez peut-être préciser?

M. Alain-Georges Sandoz (AdG/TP) Mon amendement va, par exemple, dans le sens d'un renforcement des contrôles policiers, parce que, lorsqu'on se rend dans le quartier, en étant toujours accompagné, bien sûr, on peut constater la violence qui y règne et assister à des règlements de compte assez impressionnants entre vendeurs d'herbe de Provence et de sucre vanillé. Mon amendement consiste donc à ajouter, à la fin de l'invite, la phrase suivante:

Projet d'amendement

«En outre, le Conseil municipal demande plus de sécurité dans le quartier.»

Maintenant, pour répondre à M. Broggin, je dois dire que je n'apprécie pas trop les attaques personnelles. J'aimerais lui signaler que, n'ayant pas assisté à cette assemblée du quartier, j'en ai tout de même eu des échos. Certaines personnes déploraient le fait qu'on veuille fermer la rue, affirmant que le passage des voitures les sécurisait. Monsieur le président, je ne suis pas pour la bagnole, mais je vous remercie quand même.

Mis aux voix, l'amendement de M. Sandoz est refusé à la majorité (quelques abstentions).

Mise aux voix, la motion est acceptée à la majorité (quelques oppositions et abstentions).

Elle est ainsi conçue:

MOTION

Le Conseil municipal invite le Conseil administratif à proposer, dans les plus brefs délais, une solution expérimentale de fermeture partielle de cette rue, notamment les soirs de spectacles, à l'aide de bornes, de chaînes ou de tout autre appareil susceptible d'empêcher l'invasion automobile nocturne et sauvage.

Le Conseil administratif est chargé de présenter un projet d'arrêté ou de prendre une mesure.

9. Motion de MM. Roger Deneys, Sami Kanaan, Roman Juon, Daniel Sormanni, René Grand, Gérard Deshusses, Jean-Louis Fazio, Olivier Coste, M^{mes} Sandrine Salerno, Virginie Keller Lopez et Nicole Bobillier: «Bienvenue à Genève... aussi en train!» (M-145)¹.

PROJET DE MOTION

Considérant que:

- de nombreux voyageurs arrivent à Genève en train;
- l'Office du tourisme n'a pas l'air de vouloir renforcer ses moyens d'accueil desdits visiteurs;
- sur les routes, il est de plus en plus fréquent d'indiquer la proximité d'une localité par des panneaux vantant ses mérites historiques et culturels;
- il est pour le moins dommage de ne pas aussi accueillir correctement des hôtes qui font l'effort d'utiliser des moyens de transport peu polluants pour nous rendre visite;
- actuellement, aucun monument, aucune fresque, etc., n'indique l'arrivée par train à Genève,

le Conseil municipal invite le Conseil administratif à:

- organiser un concours pour la réalisation de deux œuvres d'art monumentales, dont le thème est «Bienvenue à Genève!»;
- définir deux lieux susceptibles d'accueillir le long des voies ferrées ces œuvres d'art, l'un pour les visiteurs en provenance de France, l'autre pour les visiteurs en provenance de Suisse, et à faire réaliser les œuvres en question.

M. Roger Deneys (S). Cette motion vise à mettre sur pied un concours pour la réalisation de deux œuvres d'art qui permettraient de souhaiter la bienvenue aux gens qui viennent à Genève en train. En effet, comme vous le savez, de nos jours, le marketing, l'apologie, l'énoncé des qualités des lieux publics, des lieux historiques, entre autres, font partie des prérogatives des collectivités publiques, de sorte que l'on voit fleurir au bord des autoroutes des panneaux vantant les mérites respectifs des musées, des institutions, des parcs, etc. Bref, on voit de plus en plus des messages annonçant: «Vous êtes quelque part, voilà ce qu'on y trouve.»

¹ Annoncée, 2543.

Aujourd'hui, cela se fait au bord des routes, et je trouve vraiment dommage que l'on n'en fasse pas aussi profiter les personnes qui viennent en train. En effet, si vous venez de Lausanne, par exemple, que se passe-t-il? Vous arrivez dans une banlieue industrielle, si vous avez un peu de chance, vous voyez d'abord les Conservatoire et Jardin botaniques, mais ensuite la zone industrielle de Sécheron, c'est-à-dire pas grand-chose de très accueillant; enfin, vous arrivez dans une gare et vous ne savez même pas vraiment dans quelle ville vous êtes. Vous, vous le savez, parce que vous êtes genevois, mais quelqu'un qui vient de l'extérieur n'en sait rien.

Je pense donc qu'il serait intéressant de mettre une sorte de fresque ou de monument qui puisse se voir de très loin et qui permettrait aux voyageurs de savoir qu'ils arrivent en ville de Genève. La politesse de l'accueil, c'est d'annoncer aux voyageurs: «Voilà où vous vous trouvez, nous vous souhaitons la bienvenue dans notre cité.»

J'ajouterai qu'un panneau de ce genre avait été placardé à Zurich; il avait d'ailleurs été réalisé par des squatters et était fait avec un certain sens de l'humour, puisque, en arrivant à Zurich, on pouvait lire, écrit en grosses lettres: «Zu reich». Je vous laisse traduire, mais, en l'occurrence, c'était très bien trouvé, et je pense qu'on pourrait faire quelque chose d'aussi bien pour Genève.

Préconsultation

M. Jean-Pascal Perler (Ve). Je trouve personnellement l'idée fort intéressante. J'y trouve néanmoins un petit défaut, c'est que les œuvres d'art proposées par la motion soient placées le long des voies CFF, propriété de la grande régie fédérale. Finalement, ce que la motion demande, c'est de dépenser de l'argent. Pourquoi serait-ce à la Ville d'organiser le concours requis dans cette motion, alors que cela devrait être aux CFF de financer les opérations? Autre point négatif, on peut lire dans le deuxième considérant que «l'Office du tourisme n'a pas l'air de vouloir renforcer ses moyens d'accueil desdits visiteurs». C'est un procès d'intention, et j'espère que l'Office du tourisme n'écoute pas trop la télévision.

Toujours est-il que nous, les Verts, nous avons la liberté de vote sur cette motion, parce que nous ne sommes pas arrivés à trouver un consensus. Pour ma part, je voterai pour l'idée, parce que je la trouve intéressante. La seule chose que je propose, c'est de demander aux CFF de participer à l'action!

Le président. Déposez-vous un amendement allant dans ce sens, Monsieur Perler?

M. Jean-Pascal Perler. Vu que vous m'en donnez l'idée, pourquoi pas? Je vais le faire par écrit, en modifiant la première invite comme suit:

Projet d'amendement

«à organiser, avec la participation des CFF, un concours...»

M. Pierre Maudet (R). Pour notre part, si nous trouvons tout à fait louable l'intention de souhaiter la bienvenue aux personnes qui arrivent à Genève en train, nous aimerions rappeler que le groupe radical, le 7 juin 2000, avait développé l'interpellation I-17 proposant de favoriser l'accueil des voyageurs en train à la gare Cornavin, et plus particulièrement sous le passage Montbrillant. Il faut dire que ce passage est laissé pour compte à Genève, non seulement concernant l'entretien de sa chaussée, mais, plus spécialement, celui de ses murs.

Je souhaiterais rappeler à cette occasion, puisque rien n'a été fait depuis l'interpellation I-17, que nous tenons toujours à ce que ce passage soit correctement nettoyé, qu'il fasse éventuellement l'objet d'un concours pour qu'il soit décoré d'une fresque de graffiti, par exemple, ou d'une fresque réalisée par des jeunes. Ainsi, ce passage ferait l'objet d'un rafraîchissement coloré, ce qui irait dans le sens de l'accueil des personnes qui arrivent en train dans notre cité. Cela serait peut-être même plus indiqué que des panneaux installés le long des voies. On a vu l'effet que faisait le long de l'autoroute de contournement certaines œuvres d'art dans les tunnels ou aux abords de l'autoroute; quand on passe à une vitesse normale, on n'y voit rien du tout.

Nous pensons donc qu'il serait peut-être prioritaire, conformément à l'objectif que nous proposons les motionnaires, d'appliquer simplement certaines mesures d'hygiène et de propreté, voire d'embellissement du passage Montbrillant notamment et des abords de la gare Cornavin.

M^{me} Michèle Künzler (Ve). Il est vrai que les Verts ne sont pas d'accord entre eux, mais, en fait, il ne s'agit pas d'une grande discussion. Nous trouvons l'idée intéressante, mais, quant à moi, je défendrai plutôt l'idée que la commune, comme M. Maudet vient de le dire, soigne les abords de la gare, qui sont de son domaine.

Nous avons demandé, il y a longtemps, que ces lieux soient pourvus d'une fontaine à eau potable; elle n'a toujours pas été installée. Nous y avons également demandé des bancs; en l'occurrence, ils n'ont pas été placés, et les CFF ont

enlevé les rares bancs qui étaient à l'intérieur de la gare. Je pense que, si on répondait déjà à ces demandes et si l'on mettait des indications claires pour se rendre dans les divers points de la ville, notre mission de commune serait déjà bien mieux établie que par des œuvres d'art implantées sur un territoire qui ne nous appartient pas.

M. Christian Zaugg (AdG/SI). Nous trouvons cette motion intéressante, mais nous voulons l'étudier en commission. C'est la raison pour laquelle nous proposons son renvoi à la commission des arts et de la culture.

M. Roger Deneys (S). En ce qui me concerne, je n'ai absolument rien contre le renvoi de cette motion en commission, mais j'aurais estimé plus rapide de l'envoyer directement au Conseil administratif.

Cependant, en tout cas, j'aimerais dire qu'un des avantages du train par rapport à la voiture, c'est qu'il n'y a qu'un seul conducteur pour quelques centaines de passagers et que l'on n'encourt donc pas les mêmes risques que dans les tunnels de l'autoroute de contournement. Dans ce sens, une fresque presque géante me semble pouvoir être un symbole marquant pour les visiteurs. C'est une œuvre d'art, une œuvre monumentale. Il s'agit d'une mesure, à mon avis, tout à fait anodine, banale, sympathique, et je m'étonne même qu'elle n'ait pas été prise plus tôt, parce que c'est quelque chose qui devrait exister dans toutes les villes internationales.

Le président. La parole n'étant apparemment plus demandée, nous allons procéder au vote. Nous voterons tout d'abord l'amendement déposé par M. Perler, qui consiste à insérer dans la première invite «avec la participation des CFF».

Mis aux voix, l'amendement de M. Perler est accepté à l'unanimité.

Mise aux voix, la prise en considération de la motion amendée est acceptée à la majorité (quelques oppositions et abstentions).

Mis aux voix, le renvoi de la motion amendée à la commission des arts et de la culture est accepté à la majorité (quelques oppositions et abstentions).

10. Motion de M. Jean-Marc Froidevaux: «022 Télégenève SA: à l'avenir, quelle participation de la Ville de Genève à son capital-actions?» (M-146)¹.

PROJET DE MOTION

Le Conseil municipal invite le Conseil administratif à évaluer l'importance de la participation de la Ville de Genève dans le capital-actions de la société anonyme 022 Télégenève SA.

M. Jean-Marc Froidevaux (L). C'est effectivement une motion qui mériterait d'être développée, parce que, et j'en suis un peu navré, elle n'est pas argumentée dans le texte qui vous a été remis, cela à dessein. Il y a à peu près deux ans, vous avez désigné vos représentants au conseil d'administration de 022 Télégenève, et il me paraît aujourd'hui important que ces administrateurs, dont je fais partie, fassent leur rapport au Conseil municipal ou, plus précisément, à sa commission des finances, où d'aventure nous pouvons nous trouver pour répondre à certaines questions de base.

Je n'entends pas développer ici particulièrement cette motion, dans la mesure où, pour l'essentiel, on pourrait considérer qu'elle comporte des éléments qui procèdent de ce que l'on pourrait appeler le secret commercial. C'est la raison pour laquelle le lieu et les modes de transmission qui gouvernent cette assemblée ne me paraissent pas être de nature à permettre un développement très approfondi.

Cela dit, ma motion est en fait une question et elle ne propose pas de réponse, dans la mesure où, pour moi, cette question est ouverte. Simplement, ce que le Conseil municipal doit savoir, c'est que nous avons au départ, à 022 Télégenève SA, cinq actionnaires, dont un, qui se trouve être la Ville de Genève, est majoritaire et quatre sont minoritaires, à savoir trois sociétés privées et une société d'économie mixte, les Services industriels de Genève.

Cette situation a duré jusqu'à aujourd'hui. Or il se trouve qu'en tout cas un des actionnaires privés – probablement deux et vraisemblablement trois dans la foulée – désire se séparer de son capital-actions. Aussi, la question qui est en fait posée aux actionnaires que vous représentez, puisque, finalement, 51% du capital-actions sont représentés ici, est celle de savoir si nous devons accroître notre participation à 022 Télégenève, si nous devons garder nos 51% ou si, au contraire, nous devrions peut-être, à notre tour, nous défaire d'une partie de ce capital-actions.

¹ Annoncée, 2543.

A titre personnel, je n'ai pas d'idée arrêtée, j'ai quelques solutions qui me paraissent préférables, parce que vous ne m'avez pas désigné pour être administrateur sans que, par hypothèse, j'aie des idées à défendre. Ce que je viens chercher aujourd'hui devant vous, ce sont effectivement les instructions de la Ville de Genève. Comprenez également que la Ville de Genève est l'actionnaire, qu'en conséquence l'actionnaire de cette société, c'est bien la population genevoise et que cette dernière ne participe pas à l'assemblée générale, pas plus que vous-mêmes, la part d'actions de la Ville étant détenue par le Conseil administratif qui la vote.

En conséquence, si vous, Conseil municipal, estimez que vous représentez la Ville de Genève, en concours avec le Conseil administratif, bien sûr, je crois qu'il est assez important que la question contenue dans cette motion soit posée à la commission des finances, afin que cette dernière donne un mandat clair qui s'impose raisonnablement aux administrateurs que vous avez désignés.

C'est la raison pour laquelle, sans m'étendre davantage sur les considérations qui procèdent de la vie de 022 Télégenève SA, je vous suggère de renvoyer cette motion à la commission des finances. Là, j'imagine, chacun des administrateurs que vous avez désignés saura apporter l'éclairage dont vous avez besoin pour déterminer quel est le futur de cette société qui est la nôtre.

Préconsultation

M. Daniel Sormani (S). Le groupe socialiste ne votera pas cette motion, qu'il trouve tout à fait inopportune, même si, en tant que telle, elle ne demande qu'à être renvoyée à la commission des finances, afin que cette dernière évalue l'importance de la participation de la Ville de Genève. Je pense qu'il est tout à fait essentiel que la Ville de Genève soit majoritaire dans cette société, car cela lui permet notamment d'offrir à notre population des prestations de bonne qualité et un garant pour l'avenir. Nous avons vu aussi, par rapport à la folie qui a envahi le monde des télécommunications – ce n'est pas tout à fait la même chose, mais c'est un petit peu en relation avec notre sujet – ce qu'il a pu advenir de nombre de sociétés dans ce domaine ou, du moins, de leurs prestations.

Je ne crois pas qu'il soit utile d'examiner la valeur de 022 Télégenève SA, parce que, finalement, en ce qui nous concerne, les socialistes, jamais nous ne voudrions la vendre, jamais nous ne voudrions céder la majorité du capital-actions de cette société, qui fonctionne très bien, qui réalise sa mission, qui a autofinancé ses investissements et qui entend continuer à le faire et réalise des bénéfices pour la Ville de Genève. Je crois qu'il est heureux que la collectivité publique ait la majorité dans cette société et que cela continue à l'avenir.

On peut s'amuser à faire des études pour le plaisir de les faire et à évaluer la valeur de la société, son avenir, sa mission et se demander éventuellement s'il faut conserver ou non la majorité, vendre une partie des actions, mais à qui? Au secteur privé? On voit les difficultés que les différentes sociétés qui travaillent soit dans le secteur du câble soit dans celui de la téléphonie rencontrent aujourd'hui. Alors, quel est l'intérêt de cette motion? A partir du moment où nous n'entendons pas céder la majorité de cette société qui rend un service public dans ce canton, eh bien, nous estimons que nous n'avons pas de temps à perdre et que, par conséquent, il n'est pas utile de renvoyer cette motion à la commission des finances.

Voilà, je crois, ce qui peut être dit. J'estime que le Conseil administratif et les représentants de la Ville de Genève à 022 Télégenève SA peuvent tout à fait nous dire ce qu'ils en pensent, et je suis sûr que le Conseil administratif ne se privera pas de le faire tout à l'heure. Il y a quelques semaines ou quelques mois, on a pu lire quelques mots dans la presse concernant cette société – d'ailleurs, c'est peut-être cela qui est à l'origine de cette motion – et la proposition d'un conseiller administratif de vendre finalement tout ou partie du capital-actions de la Ville de Genève.

Le débat a eu lieu, le Conseil administratif vous donnera sa position en ce qui le concerne, mais, en ce qui nous concerne, le groupe socialiste, nous n'entendons pas du tout entrer en matière. Nous pensons que cette société a rempli une bonne mission de service public et nous entendons en conserver la majorité.

M. Jean-Pascal Perler (Ve). Nous avons entendu M. Sormanni dire que le Parti socialiste tient à garder la majorité au sein de Télégenève. Nous, les Verts, sommes du même avis, mais je trouve que les propos de M. Sormanni ne sont pas adéquats par rapport à la motion, parce que M. Froidevaux a bien éclairci sa motion, qui n'en est pas vraiment une, puisque c'est une question.

La Ville de Genève possède actuellement 51% des actions, elle a donc une majorité absolue. J'apprends par la voix de notre préopinant libéral qu'un à trois actionnaires, qui détiennent tous les trois à peu près 12% chacun du capital-actions, sont prêts à partir. Pour moi, c'est un scoop. J'avais entendu parler d'un duo bancaire, mais pas de trois départs. La question de savoir si la Ville de Genève va augmenter sa participation au capital-actions de 022 Télégenève et devenir encore plus majoritaire dans cette société risque effectivement de se présenter, et je pense qu'elle mérite d'être posée à la commission des finances. C'est pour cette raison que nous accepterons l'entrée en matière de cette motion, qui est en fait une question.

Je n'ai pas entendu d'avis de la part du Parti libéral, j'en ai entendu un de la part du Parti socialiste et, comme je l'ai déjà dit, nous allons dans le même sens, mais en acceptant la motion et son renvoi à la commission des finances, afin d'éclaircir la situation, qui ne l'est guère pour l'instant.

M. Christian Zaugg (AdG/SI). Je ne vais pas allonger, car notre position est absolument calquée sur celle des Verts, mais je tiens tout de même à relever que nous apprécions beaucoup la façon dont M. Froidevaux a posé le problème. Il s'est situé comme un véritable délégué du Conseil municipal et a effectivement posé de bonnes questions. C'est la raison pour laquelle nous pensons qu'il faut renvoyer cette motion à la commission des finances.

M. Alain Comte (AdG/TP). J'ai bien écouté les propos de M. Froidevaux et, comme nous siégeons au sein du conseil d'administration de 022 Télégenève SA, je soupçonne que, par sa motion, il veut vendre Télégenève SA. La motion pose la question de la participation de Genève au capital-actions de cette société. Cela ne veut pas dire que la Ville devrait acquérir d'autres actions. M. Froidevaux vient de nous parler de certains groupes qui veulent quitter la société 022 Télégenève SA, et je crois que lui voudrait aussi s'en débarrasser complètement. C'est cela qui me dérange un petit peu, et c'est pour cette raison que mon groupe n'acceptera pas cette motion. Nous ne nous prononcerons donc ni pour son acceptation ni pour son renvoi à la commission des finances.

Je dois dire aussi que 022 Télégenève SA est une société qui est saine, on l'a mentionné tout à l'heure, qui rapporte énormément à la Ville de Genève, puisque les dividendes sont importants. Elle rapporte également à travers les impôts communaux et la taxe professionnelle. Je pense que maintenant, avec une modernisation du réseau, nous allons encore vers quelques beaux jours et quelques beaux bénéfices pour la Ville de Genève.

M. Jean-Marc Froidevaux (L). J'aimerais ajouter quelques mots très brièvement. Monsieur Comte, bien sûr que j'ai une opinion personnelle, mais je ne suis pas venu vous la donner. De votre côté, vous affirmez la connaître et vous nous en faites part. Eh bien, je vous dirai que vous n'avez pas raison, parce que ce que je viens à proprement parler demander à la commission des finances, à laquelle j'aimerais que ma motion soit renvoyée, c'est effectivement une prise de position.

Ce n'est pas indifférent d'accroître ou de ne pas accroître le capital-actions de 022 Télégenève SA. Ce n'est pas non plus indifférent – et je le dis plus particulièrement –

rement à M. Sormanni – de décider ou non d’être majoritaire, car, si nous décidons de l’être, alors, vous devez savoir que nous sommes soumis à la loi sur les marchés publics, qui détermine toute une série de problèmes en cascade pour 022 Télégenève. Il y a peut-être un intérêt à perdre simplement 2%, qui seront contrôlés indirectement par les Services industriels de Genève. Je vous dis cela non pas parce que j’ai la solution, mais parce que je demande, en tant qu’administrateur représentant la Ville à 022 Télégenève, à venir parler à la commission des finances et je demande à cette dernière qu’elle se détermine pour le compte de l’actionnaire que nous représentons, à savoir la Ville de Genève.

Quant à moi, le mandat qui me sera donné par la commission des finances suite à cette motion, je le remplirai lors de l’assemblée générale de 022 Télégenève; je n’ai pas d’autre choix. Si ce mandat devait me disconvenir, je m’en démettrais. C’est effectivement des instructions que je viens requérir, et rien d’autre.

Cela dit, je prends acte de la position de M. Sormanni quand il nous dit que le Parti socialiste veut que la Ville reste majoritaire au sein de 022 Télégenève, mais, comme l’a dit M. Perler, cela ne résout que la moitié de la question, parce que vous devez encore décider si vous voulez accroître la participation au capital-actions. A cette question, vous semblez répondre à l’emporte-pièce; celle-ci est pourtant pertinente, parce qu’elle détermine, elle aussi, d’importantes charges financières que vous devez connaître.

M. Daniel Sormanni (S). J’aimerais encore dire rapidement deux choses. La première, c’est que, si nous devons accroître notre capital-actions, le Conseil administratif viendra devant le Conseil municipal pour nous en faire la proposition, et nous aurons le débat à ce moment-là. La deuxième chose porte sur la question qui est bel et bien de savoir ce que vous, libéraux, souhaitez faire. On a vu le débat qui a eu lieu au conseil d’administration de 022 Télégenève et qui a été retranscrit dans la presse. Le Parti libéral veut vendre 022 Télégenève prétendument pour faire quelques bénéfices. Ainsi, cette société a été créée, la Ville de Genève y a mis ses deniers et, maintenant que cette société va devenir très rentable, on veut la vendre au secteur privé. C’est cela que vous voulez faire, Monsieur Froidevaux, et c’est ce à quoi nous nous opposons.

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. En tant que président de 022 Télégenève, je suis serein dans cette histoire, parce que, avec 51% du capital-actions, la Ville de Genève est majoritaire, Monsieur Froidevaux. Alors, ce petit jeu de vente ou d’achat d’actions m’intéresse peu, étant donné que nous sommes

majoritaires. C'est vrai, vous l'avez dit, cette société est extrêmement saine, elle rapporte de l'argent à la Ville de Genève. Je crois que M. Pierre Muller, qui est à la tête des finances de la Ville, en est satisfait, il a pu voir dernièrement que des dividendes allaient être versés. (*M. Pierre Muller fait la moue.*) Il fait peut-être la moue, il en veut toujours plus, mais, là, il joue son jeu, c'est bien! Je vous félicite, Monsieur Muller! Vous voulez remplir les caisses, c'est bien.

La société 022 Télégenève est donc une société saine, qui, comme l'a dit votre collègue Sormanni, a fait des investissements largement autofinancés, mais maintenant il faut continuer à investir, car il ne faut pas stagner. M. Froidevaux, en tant que membre du conseil d'administration, sait que nous allons faire des investissements. Monsieur Perler, il y a des actions Télégenève qui sont en vente. Pourquoi? Parce que l'Union de Banques Suisses (UBS) a décidé qu'elle voulait abandonner toutes les actions et obligations de sociétés qui n'avaient plus rien à voir avec la banque. C'est ce qu'on nous a dit lorsque nous avons reçu le président-directeur général de UBS Genève.

Les actions appartenant à la Banque cantonale de Genève (BCGe) sont également en vente. Pourquoi? Parce que la BCGe, selon le même principe, veut vendre, car cela ne l'intéresse pas d'avoir des actions dans une société comme 022 Télégenève; elle veut se concentrer – ce serait peut-être le moment – sur des activités bancaires. Il faut aussi redresser une barre qui est loin d'être droite. Ces actions ont donc été mises sur le marché, et je sais que cela a intéressé certains opérateurs de la télécommunication, mais c'est une affaire, encore une fois, qui m'échappe, qui ne me regarde pas. Moi, je m'accommoderai de x ou y futur actionnaire de 022 Télégenève.

Mesdames et Messieurs, il faut savoir que la majorité du Conseil administratif – et je rassure MM. Sormanni, Perler, Comte et Zaugg – est pour le maintien de 51% des actions de Télégenève en mains de la Ville de Genève. Nous ne voulons pas privatiser Télégenève. Nous savons très bien que, dans les années 90, c'était la mode de tout privatiser. On a privatisé Swisscom, et vous voyez maintenant que le Conseil fédéral veut racheter des actions Swisscom pour que cette société ne se casse pas la figure. Vous l'avez lu dans la presse, donc on voit les limites de la privatisation dans ce domaine.

On essaie de privatiser la Poste, on en voit aussi les méfaits sur le terrain. Des communes libérales, démocrates-chrétiennes et radicales de Suisse sont contre la fermeture de bureaux de poste. Je crois que même des gens de l'Union démocratique du centre en Suisse alémanique se rendent compte que la privatisation de La Poste est une mauvaise chose. J'ai déjà dit ici même et ailleurs au sein du Parti socialiste que je me désolidarisais de mon camarade Leuenberger, qui va dans ce sens et qui, pour moi, n'est pas un bon socialiste quand il entre dans ce genre de démarche. (*Applaudissements.*) (*Remarque de M. Froidevaux.*)

Mais oui, Monsieur Froidevaux, on peut être en désaccord avec certains camarades de parti. Je n'ai pas la langue de bois, vous le savez, car vous me connaissez.

Pourquoi est-ce que nous voulons maintenir la municipalisation de Télégenève en ayant 51% des actions? Pour plusieurs raisons. J'ai eu l'occasion de m'en expliquer dernièrement dans un journal; M. Muller s'est exprimé avec un avis inverse. Pourquoi? Pour des problèmes de contenu, parce que, de plus en plus, des sociétés de télé-réseau sont rachetées par des opérateurs anglo-saxons, américains, et il est vrai que j'ai des craintes concernant la défense des chaînes francophones. On le voit en Suisse alémanique, où une société américaine est propriétaire de la plupart des télé-réseaux, ce qui fait que les chaînes latines ont tendance à disparaître au profit de chaînes américaines complètement débilés. Il y en a qui sont intéressantes, mais on ne les propose pas, parce qu'on estime qu'au niveau de l'audimat cela ne rapporte pas, alors, on propose des chaînes qui ne sont pas dignes d'intérêt, qui ne relèvent pas le niveau de la population.

Il n'y a pas besoin d'être de gauche pour tenir ce discours, il y a heureusement des gens de droite et du centre qui tiennent le même discours, pour des raisons de contenu. Entre parenthèses, l'ancien conseiller administratif, président de 022 Télégenève, M. Rossetti, m'a encore affirmé dernièrement qu'il était pour le maintien de 51% des actions de Télégenève en mains de la Ville de Genève. D'après mes renseignements, il semble que les démocrates-chrétiens partagent également cet avis.

Il y a une autre raison, sociale celle-là. Si nous voulons offrir un télé-réseau accessible pour ce qui est du coût de l'abonnement, il faut que les pouvoirs publics maîtrisent ce télé-réseau. En effet, on a des exemples, en Europe ou aux Etats-Unis, de télé-réseaux qui deviennent tellement onéreux que des catégories modestes de la population ne peuvent pas y accéder – que ce soit des jeunes, des aînés ou des personnes démunies. C'est là une raison, et il est clair qu'il y en a d'autres.

Au niveau des investissements, vous savez que nous passons petit à petit de l'analogique, c'est-à-dire la télévision habituelle, celle qui est diffusée depuis de nombreuses années, au numérique, qui est un système peut-être plus compliqué, qui fonctionne sur ordinateur. Cependant, il faut savoir que, dans dix ans, il n'y aura plus d'analogique, il n'y aura que du numérique. Vous avez vu dernièrement que même les programmes des chaînes France 2, France 3, et TF1 bien sûr, seront, d'ici les dix prochaines années, diffusés sur numérique, et plus sur analogique; il faudra s'y mettre, c'est incontournable. Nous avons donc pris le pari – peut-être que nous avons été les premiers en Suisse, on critique souvent la gestion des pouvoirs publics, mais, là, nous avons dépassé le privé – d'investir dans le numérique, avec le succès que vous connaissez, puisque chaque mois le nombre d'abonnés augmente.

En ce qui concerne le projet Smart Geneva, qui avait été lancé par le conseiller d'Etat Guy-Olivier Segond, ceux qui connaissent bien la technique du télé-réseau savent qu'il y a une partie de la bande passante qui diffuse de la télévision et une partie qui pourrait être louée ou prêtée à d'autres formes de communication, Internet, etc. Nous pourrions donc louer une partie de la bande passante pour ce projet Smart Geneva. A l'heure actuelle, je suis en train de négocier avec des partenaires privés, parce que mon opinion, contrairement à celle du conseiller d'Etat Guy-Olivier Segond, a toujours été la suivante: j'estime que c'est le privé qui doit faire cet investissement, ce ne sont pas les pouvoirs publics. Pourquoi? Parce que ce service que nous pourrions offrir à la population n'est pas un service pour le plus grand nombre. C'est un service destiné en général à des entreprises, des études d'avocats et de notaires, des ateliers d'architecture, etc., donc des gens qui ont les moyens de le payer; ce n'est donc pas le contribuable qui doit financer cet investissement.

Alors, pour l'instant, c'est vrai qu'il y a un secret commercial, et je remercie M. Froidevaux d'avoir entamé ce débat en disant que l'on ne pouvait pas tout dire. Nous avons déjà eu des consultations avec différents partenaires. Un premier partenaire a renoncé à investir en avril 2000, ce dont il nous a fait part par écrit. Un deuxième partenaire est, selon nos renseignements, en train de se casser la figure. Vous savez que les grands opérateurs de télécommunications – vous entendez parfois la bourse, le Nasdaq – sont en train de se casser la figure, du moins certains d'entre eux. Eh bien, c'est le cas de ce deuxième partenaire.

Le troisième partenaire a les reins plus solides, et nous continuons les négociations avec lui. A vrai dire, il faisait autre chose que de la télécommunication, mais il pourrait éventuellement s'intéresser à l'investissement concernant cette partie de la bande passante, qui pourrait être dévolue à Internet ou à d'autres formes de communication utiles pour le commerce et les entreprises. Cependant, je ne suis pas pressé, car j'estime qu'il ne faut pas se jeter dans la gueule du loup et qu'il s'agit de négocier d'une manière efficace tout en défendant les intérêts de la Ville. C'est pour cela que je n'en ai pas encore informé les Services industriels de Genève. Mon collègue Ferrazino, qui est membre du conseil d'administration des Services industriels, regrettrait de ne pas être au courant de ces négociations. Je lui ai répondu que, pour l'instant, à la demande du troisième partenaire, je ne pouvais pas en parler. J'attends que ce soit officialisé pour en informer à la fois mes collègues et, bien évidemment, le Conseil municipal et les médias.

Voilà, je vous remercie et je suis prêt, Monsieur Froidevaux, à répondre à toutes les questions concernant cette motion devant la commission des finances. Je ne m'oppose donc pas au renvoi de cet objet à ladite commission. Je suis pour la transparence, avec les restrictions que je viens de citer.

M. Jean-Marc Froidevaux (L). J'aimerais donner une très brève réponse, Monsieur le président, uniquement pour faire observer que l'intervention du magistrat a bien montré la difficulté à laquelle le Conseil municipal est confronté. On lui a parlé du Nasdaq, on lui a parlé des opérateurs privés, de la bande passante, de la digitalisation de la télévision, des innombrables problèmes qui sont posés là. Je crois que le fait de ne pas accepter d'examiner cette motion à la commission des finances reviendrait véritablement à faire preuve d'obscurantisme de la part du Conseil municipal. J'enjoins donc vivement le groupe socialiste à suivre son magistrat et à accepter de renvoyer la motion à la commission des finances.

M. Christian Zaugg (AdG/SI). Nous gardons la même position, c'est-à-dire que nous sommes bien entendu en faveur du renvoi de la motion à la commission des finances pour des raisons de transparence et pour que nous entendions M. Tornare. Cependant, il est bien clair que, quant au fond, il n'est pas question pour nous que la Ville de Genève se dessaisisse de la majorité du capital-actions qu'elle détient dans cette affaire.

Mis aux voix, la prise en considération de la motion et son renvoi à la commission des finances sont acceptés à la majorité (quelques oppositions et abstentions).

11. Propositions des conseillers municipaux.

Néant.

12. Interpellations.

Néant.

13. Questions.

Néant.

Séance levée à 19 h 15.

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif	4122
2. Communications du bureau du Conseil municipal	4123
3. Présentation de la liste des jurés des tribunaux pour l'année 2002	4123
4. Prestation de serment de M ^{me} Annina Pfund, remplaçant M ^{me} Diana de la Rosa, conseillère municipale démissionnaire.....	4124
5. Motion de M. Jean-Pierre Lyon: «Pour l'étude des futurs budgets par les commissions spécialisées» (M-140).....	4124
6. Motion de MM. Gérard Deshusses, Roman Juon, Jean-Pascal Perler, Christian Zaugg, Pierre Maudet, Pierre Reichenbach, M ^{mes} Marie-France Spielmann, Catherine Hämmerli-Lang, Linda de Coulon et Anne-Marie von Arx-Vernon: «Renforcement de la sécurité sur le chemin du Velours» (M-141).....	4132
7. Motion de MM. Peter Pirkli, Mark Muller, Bernard Lescaze et M ^{me} Alexandra Rys: «Pour une taxe professionnelle égalitaire» (M-142).....	4138
8. Motion de MM. Roger Deneys, Roberto Brogгинi, Christian Zaugg et Alain Dupraz: «Fermons la rue de la Coulouvrenière le soir!» (M-144).....	4152
9. Motion de MM. Roger Deneys, Sami Kanaan, Roman Juon, Daniel Sormanni, René Grand, Gérard Deshusses, Jean-Louis Fazio, Olivier Coste, M ^{mes} Sandrine Salerno, Virginie Keller Lopez et Nicole Bobillier: «Bienvenue à Genève... aussi en train!» (M-145)	4158
10. Motion de M. Jean-Marc Froidevaux: «022 Télégenève SA: à l'avenir, quelle participation de la Ville de Genève à son capital-actions?» (M-146).....	4162
11. Propositions des conseillers municipaux	4170

12. Interpellations	4170
13. Questions	4170

La mémorialiste:
Marguerite Conus